



GABON

Août 2020

DEMANDE D'ACHAT AU TITRE DE L'INSTRUMENT DE FINANCEMENT RAPIDE — COMMUNIQUE DE PRESSE, RAPPORT DES SERVICES DU FMI ET DECLARATION DE L'ADMINISTRATEUR POUR LE GABON

Dans le cadre de la demande d'un achat au titre de l'instrument de financement rapide, les documents ci-après ont été publiés et figurent dans le présent dossier :

- Un **communiqué de presse** comprenant une déclaration du président du conseil d'administration.
- Le **rapport des services du FMI** établi par une équipe des services du FMI en vue de son examen par le conseil d'administration le 31 juillet 2020. Ce rapport a été établi à l'issue des entretiens qui ont pris fin le 17 juillet 2020 avec les autorités gabonaises sur l'évolution et les politiques économiques du pays qui sous-tendent l'accord conclu avec le FMI au titre de la facilité de crédit rapide. La rédaction du rapport des services du FMI, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 24 juillet 2020.
- Un **supplément d'information** des services du FMI mettant à jour les informations sur les développements récents.
- Une **déclaration de l'administrateur** pour le Gabon.

La politique de transparence du FMI autorise la suppression, dans les rapports des services du FMI et autres documents publiés, d'informations délicates au regard des marchés et d'informations qui divulgueraient de façon prématurée les intentions de politique économique des autorités.

Ce document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090
Téléphone : +1 (202) 623-7430 • Télécopie : +1 (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org Site web : <http://www.imf.org>
Prix : 18 dollars l'exemplaire imprimé

Fonds monétaire international
Washington



Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) approuve en faveur du Gabon un décaissement de 152,61 millions de dollars au titre de l'instrument de financement rapide pour aider le pays à faire face à la pandémie de COVID-19

Il s'agit du deuxième achat au titre de l'instrument de financement rapide (IFR) dont l'objectif est d'aider le Gabon à satisfaire les besoins urgents de financement de la balance des paiements qui résultent de la pandémie de COVID-19.

La diminution de la demande extérieure et l'intensification des effets de la pandémie de COVID-19 ont davantage détérioré les perspectives de croissance et aggravé les positions extérieure et budgétaire du pays.

Les ressources supplémentaires fournies au titre de l'IFR contribueront à renforcer les services de santé, à protéger les groupes les plus vulnérables et à soutenir le secteur privé, notamment les petites entreprises.

Washington D.C., le 31 juillet 2020 Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé aujourd'hui en faveur du Gabon un achat de 108 millions de DTS (soit environ 152,61 millions de dollars) au titre de l'instrument de financement rapide (IFR). Il s'agit du deuxième achat au titre de l'IFR en faveur du Gabon depuis le début de la pandémie. Il vise à aider le pays à faire face aux besoins urgents de financement de la balance des paiements. Il fait suite à la décision du conseil d'administration du 9 avril 2020 de doubler temporairement la limite annuelle d'accès aux ressources au titre de l'IFR pour la porter à 100 % de la quote-part ([voir le document de politique générale du FMI n° 20/018](#)). L'achat d'aujourd'hui porte à 299,61 millions de dollars l'aide totale apportée par le FMI au Gabon au titre de l'IFR.

Les autorités ont mis en œuvre des mesures louables pour limiter la propagation de la pandémie de COVID-19. Toutefois, depuis l'approbation du premier achat au titre de l'IFR le 9 avril 2020 ([rapport du FMI n° 20/109](#)), la diminution de la demande extérieure et l'intensification des effets des mesures d'endiguement ont davantage dégradé les perspectives de croissance et aggravé les positions extérieure et budgétaire du pays. La baisse de l'activité intérieure et les répercussions des mesures liées à la crise sur les recettes non pétrolières et les dépenses, combinées aux pertes de recettes pétrolières, sont source de fortes pressions sur les finances et la dette publiques. Les autorités ont adopté une loi de finances rectificative qui prévoit un déficit plus élevé pour tenir compte des stabilisateurs automatiques et des dépenses d'urgence liées à la crise. Les autorités prennent également des mesures visant à garantir une bonne utilisation des ressources

d'urgence liées à la COVID-19, notamment la réalisation d'un audit ex-post des dépenses liées à la crise et la publication de tous les contrats de marchés publics liés à la crise.

À l'issue des débats du conseil d'administration, M. Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint et président, a fait la déclaration ci-après :

« Les administrateurs prennent acte des progrès réalisés par les autorités dans la mise en œuvre de mesures immédiates visant à limiter la propagation du virus et à en atténuer les répercussions sociales et économiques. Ils notent toutefois qu'une nouvelle détérioration de la conjoncture mondiale et une intensification des effets de la pandémie de COVID-19 ont considérablement assombri les perspectives macroéconomiques depuis le premier achat au titre de l'IFR, ce qui a créé de nouveaux besoins de financement. La nouvelle demande au titre de l'IFR fournira un soutien budgétaire et contribuera à catalyser un soutien supplémentaire de la part des partenaires au développement.

« Les administrateurs saluent l'assouplissement temporaire des politiques monétaire et budgétaire qui vise à atténuer les conséquences de la crise et à favoriser la reprise. Les mesures essentielles prévues ont pour principaux objectifs de renforcer les capacités des services de santé, de protéger les groupes les plus vulnérables et de soutenir les entreprises en temps opportun et de manière bien ciblée.

« Les administrateurs soulignent combien il est important de garantir la transparence et la responsabilisation dans la gestion des ressources publiques, y compris pour le financement lié à la COVID-19. Ils saluent l'engagement des autorités à renforcer les règles de passation de marchés publics en publiant tous les contrats de marchés publics signés qui sont liés à la crise et en procédant à une validation ex-post de l'exécution de ces contrats ainsi qu'à un audit indépendant des dépenses d'urgence.

« Les administrateurs notent que la dette publique reste viable, mais que la dynamique de la dette s'est détériorée et que les risques pour la viabilité de la dette ont considérablement augmenté. Ils encouragent les autorités à privilégier les financements extérieurs concessionnels, à élaborer une stratégie crédible de gestion de la dette à moyen terme et à mener une politique budgétaire prudente pour gérer les vastes besoins de financement à moyen terme. Il est également important de surveiller étroitement les risques budgétaires liés aux entreprises publiques, d'apurer et d'éviter l'accumulation d'arriérés. L'achèvement récent par les autorités de leur audit des arriérés intérieurs a constitué une évolution positive. De manière plus générale, les administrateurs ont souligné l'importance de la planification d'urgence pour préserver la stabilité macroéconomique, si des risques baissiers se matérialisaient.

« Les administrateurs encouragent les autorités à continuer de surveiller les risques du secteur financier, en coordination avec les entités régionales, afin de garantir la stabilité du secteur financier.

« Au-delà de la crise, les administrateurs se sont félicités de l'engagement renouvelé des autorités à poursuivre un assainissement budgétaire à moyen terme propice à la croissance pour ancrer la dette publique et soutenir la stratégie régionale à moyen terme de reconstitution des réserves extérieures. Ils ont également encouragé les autorités à reprendre leur ambitieux programme de réformes pour améliorer le climat des affaires, diversifier l'économie et résoudre les problèmes de gouvernance pour soutenir une croissance forte et inclusive. Ces efforts pourraient être soutenus par un programme de la tranche supérieure de crédit appuyé par le FMI.»

Informations supplémentaires

Outil de suivi des prêts du FMI (demandes de financement d'urgence approuvées par le conseil d'administration du FMI)

<https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/COVID-Lending-Tracker>

Calendrier du conseil d'administration du FMI

<https://www.imf.org/external/NP/SEC/bc/eng/index.aspx>

Gabon : Principaux Indicateurs Économiques

Population (2017, est. de l'ONU) : 2,01 millions

PIB par habitant (2017) : 7 490 dollars

Quote-part : 216,0 millions de DTS

Taux d'alphabétisation (2012) : 82,3 %

Principaux produits et exportations : pétrole brut ; minerais de manganèse

Taux de pauvreté (2017) : 32,4 %

Principaux marchés à l'exportation : Chine ; Union européenne ; Australie

| Indicateurs macroéconomiques | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|-------|------|------|------|-------|-------|
| | | | | Est. | Proj. | Proj. |
| Production (en pourcentage) | | | | | | |
| PIB réel | 2,1 | 0,5 | 1,0 | 3,8 | -2,7 | 2,1 |
| PIB hors pétrole | 3,3 | 2,5 | 1,7 | 3,2 | -0,1 | 2,3 |
| Prix (en pourcentage) | | | | | | |
| Inflation (fin de période) | 4,1 | 1,1 | 6,3 | 1,0 | 3,0 | 3,0 |
| Inflation (moyenne) | 2,1 | 2,7 | 4,8 | 2,0 | 3,0 | 3,0 |
| Finances de l'administration centrale (pourcentage du PIB) | | | | | | |
| Recettes | 17,1 | 16,4 | 16,9 | 19,5 | 15,5 | 15,8 |
| Dépenses et prêts nets | 22,1 | 19,0 | 18,2 | 18,2 | 20,9 | 19,2 |
| Solde budgétaire (base caisse) | -6,6 | -3,4 | -1,6 | 0,8 | -5,4 | -3,5 |
| Dettes publiques totales | 64,2 | 62,9 | 60,6 | 58,7 | 74,7 | 74,4 |
| Finances de l'administration centrale (pourcentage du PIB hors pétrole) | | | | | | |
| Recettes et dons | 24,2 | 23,6 | 25,0 | 29,0 | 20,4 | 20,8 |
| Pétroliers | 7,2 | 9,5 | 9,2 | 11,2 | 5,9 | 5,8 |
| Non pétroliers | 17,0 | 14,1 | 15,8 | 17,8 | 14,2 | 15,0 |
| Dépenses et prêts nets | 31,2 | 27,4 | 26,9 | 27,0 | 27,6 | 25,3 |
| dont dépenses courantes | 24,0 | 22,4 | 20,1 | 19,8 | 20,4 | 18,1 |
| dont dépenses de capital | 6,9 | 2,2 | 3,9 | 4,2 | 5,7 | 7,1 |
| Solde primaire hors pétrole | -11,0 | -9,7 | -7,6 | -5,8 | -8,9 | -6,4 |
| Solde primaire de base hors pétrole ^{1/} | -6,9 | -8,6 | -5,0 | -4,2 | -5,7 | -1,6 |
| Monnaie et crédit | | | | | | |
| Monnaie au sens large (variation en pourcentage) | -5,2 | -3,9 | 15,7 | 1,2 | 5,0 | 10,0 |
| Crédit au secteur privé (variation en pourcentage) | -5,6 | -3,0 | 6,2 | 2,2 | -6,5 | 3,1 |
| Balance des paiements | | | | | | |
| Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB) | -10,4 | -7,0 | -3,2 | -0,3 | -9,5 | -6,3 |
| IDE (en pourcentage du PIB hors pétrole) | 6,5 | 7,6 | 7,1 | 7,3 | 7,7 | 7,8 |
| Réserves de change de la CEMAC (en mois d'importations hors zone) | 2,3 | 2,4 | 2,8 | 3,8 | 3,4 | 3,5 |
| Dettes extérieures (en pourcentage du PIB) | 37,4 | 38,7 | 40,0 | 39,2 | 50,6 | 53,5 |

Sources : Autorités gabonaises ; indicateurs de développement dans le monde ; et estimations et projections des services du FMI.

1/ Hors dépenses en capital financées sur ressources extérieures.



GABON

24 juillet 2020

DEMANDE D'ACHAT AU TITRE DE L'INSTRUMENT DE FINANCEMENT RAPIDE

RÉSUMÉ

Contexte. Depuis l'approbation de la première demande d'achat au titre de l'instrument de financement rapide (IFR) le 9 avril 2020 ([Rapport pays du FMI n° 20/109](#)), le fléchissement de la demande extérieure et les effets plus prononcés des mesures d'endiguement ont encore dégradé les perspectives de croissance et pesé sur la position extérieure et les finances publiques. Les autorités sollicitent un achat au titre de l'IFR à hauteur de 50 % de la quote-part du pays (108 millions de DTS) qui fera office d'aide budgétaire afin de répondre aux besoins urgents de financement de la balance des paiements et d'atténuer le risque d'un rééquilibrage désordonné du budget ou de la balance des paiements. Cette nouvelle demande portera le total des achats au titre de l'IFR à 100 % de la quote-part en 2020.

Riposte. Les autorités prennent des mesures pour renforcer les infrastructures sanitaires, protéger les ménages les plus vulnérables et soutenir le secteur privé, notamment les petites entreprises. Un ensemble de mesures d'assouplissement monétaire a été approuvé par la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC). En outre, les autorités gabonaises ont adopté une loi de finances rectificative qui prévoit un déficit plus élevé pour tenir compte des stabilisateurs automatiques et des dépenses d'urgence liées à la crise. Elles sont déterminées à améliorer encore la transparence et la gestion des finances publiques afin de garantir une utilisation appropriée des ressources d'urgence liées à la COVID-19.

Demande d'aide financière. L'IFR est l'instrument adéquat pour aider le Gabon dans la situation actuelle, compte tenu du besoin urgent de financement de la balance des paiements et de la grande incertitude entourant les perspectives qui ont empêché la tenue d'une dernière revue de l'accord élargi avant son expiration le 18 juin 2020. Dans leur lettre d'intention, ci-jointe, les autorités expriment leur volonté de solliciter un nouveau programme appuyé par le FMI afin de préserver la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette et d'enregistrer une croissance plus soutenue et plus inclusive. L'analyse de viabilité de la dette (AVD) montre que la dette publique reste viable, même si la dynamique de la dette s'est détériorée du fait d'importants risques de dégradation. La capacité du Gabon à rembourser le FMI reste satisfaisante.

**Approuvé par
Zeine Zeidane
(département
Afrique) et Delia
Velculescu
(département de la
stratégie, des
politiques et de
l'évaluation)**

Rédigé par l'équipe des services du FMI chargée du Gabon, composée de Boileau Loko (chef d'équipe), Jemma Dridi, Koffie Nassar et Fanta Sow (tous du département Afrique), Deirdre Daly (département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation), Bruno Imbert (département des finances publiques), Jean Portier (département des marchés monétaires et de capitaux) et Marcos Poplawski-Ribeiro (représentant résident). Mmes Félicité Adjahouinou et Linnet Mbogo ont aussi participé à la rédaction de ce rapport. Les entretiens se sont déroulés les 16 et 17 juillet 2020 par visioconférence et téléconférence.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS, PERSPECTIVES ET RISQUES | 3 |
| ENJEUX ET ENTRETIENS | 8 |
| A. Enjeux | 8 |
| B. Accès, modalités, capacité de remboursement et évaluation des sauvegardes | 13 |
| ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI | 14 |
| ENCADRÉ | |
| 1. Évolution de la COVID-19 | 4 |
| TABLEAUX | |
| 1. Principaux indicateurs économiques, 2017–25 | 15 |
| 2. Balance des paiements, 2017–25 | 16 |
| 3a. Comptes de l'administration centrale, 2017–25 (en milliards de francs CFA) | 17 |
| 3b. Comptes de l'administration centrale, 2017–25 (en pourcentage du PIB ; en milliards de francs CFA) | 18 |
| 3c. Comptes de l'administration centrale, 2017–25 (en pourcentage du PIB non pétrolier ; en milliards de francs CFA) | 19 |
| 4a. Financement du déficit budgétaire, 2017–21 (en milliards de francs CFA) | 20 |
| 4b. Financement du déficit budgétaire, 2017–21 (en pourcentage du PIB) | 21 |
| 5. Situation monétaire, 2017–21 | 22 |
| 6. Indicateurs de solidité financière du système bancaire, 2015–19 | 23 |
| 7. Indicateurs de la capacité à rembourser le FMI, 2020–31 | 24 |
| ANNEXES | |
| I. Matrice d'évaluation des risques | 25 |
| II. Mesures prévues pour endiguer la COVID-19 au Gabon | 27 |
| III. Analyse de viabilité de la dette | 28 |
| APPENDICE | |
| I. Lettre d'intention | 36 |

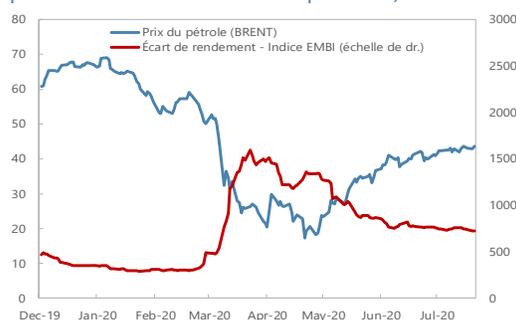
DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS, PERSPECTIVES ET RISQUES

1. Les autorités ont appliqué des mesures louables afin de contenir la propagation de la pandémie de COVID-19. Les dispositifs de protection sociale insuffisants pour atteindre les populations les plus vulnérables et marginalisées et l'importance des petites entreprises ont incité les autorités à lever le confinement le 28 avril et à mettre fin à l'état d'urgence le 11 mai. Toutefois, un couvre-feu nocturne et des règles strictes de distanciation physique sont toujours en vigueur (encadré 1) et les autorités ont augmenté les capacités des laboratoires dans tout le pays afin de réaliser jusqu'à 10 000 tests par jour, conformément à leur objectif de pouvoir dépister l'ensemble de la population.

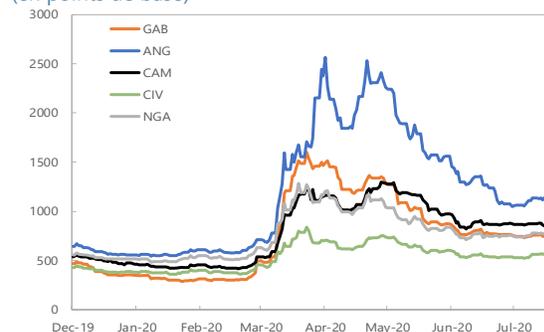
2. L'épidémie de COVID-19 ainsi que la baisse sensible des cours des produits de base ont pesé sur l'activité économique. Au premier trimestre de 2020, la production de pétrole a augmenté de 5,3 % par rapport à la même période l'an dernier tandis que les exportations de pétrole ont reculé d'environ 20 %, sous l'effet de la baisse des cours et de la demande extérieure. Parallèlement, les exportations de bois ont diminué de 11 % et le chiffre d'affaires du secteur du manganèse s'est replié de 12,5 %. Les difficultés s'accroissent à mesure que la crise s'étend à l'économie nationale, essentiellement aux secteurs des services (hôtellerie, transports terrestre et aérien et autres services). Au total, en avril 2020, les recettes fiscales non pétrolières ont fléchi de 11 % (en glissement annuel) en valeur cumulée et les recettes de TVA d'environ 16 %, en raison de la faiblesse de l'activité non pétrolière et des obstacles au recouvrement de l'impôt. Les écarts de rendement observés sur les obligations d'État de l'indice EMBI se sont élargis, d'environ 350 points de base (pb) en janvier 2020 à quelque 1 500 pb début avril, avant de se resserrer à environ 727 pb au 20 juillet, dans le contexte d'une détente des conditions financières mondiales et d'un rebond modéré des cours du pétrole (graphique du texte 1). En outre, en début juillet 2020, Moody's a relevé de « stable » à « positive » la perspective de la note Caa1 attribuée au Gabon.

Graphique du texte 1. Gabon : Cours du pétrole et écarts de rendement (indice EMBI), décembre 2019–juillet 2020

Écart de rendement (indice EMBI) et cours du pétrole Brent
(en points de base et en dollars par baril)



Écart de rendement (indice EMBI)
(en points de base)

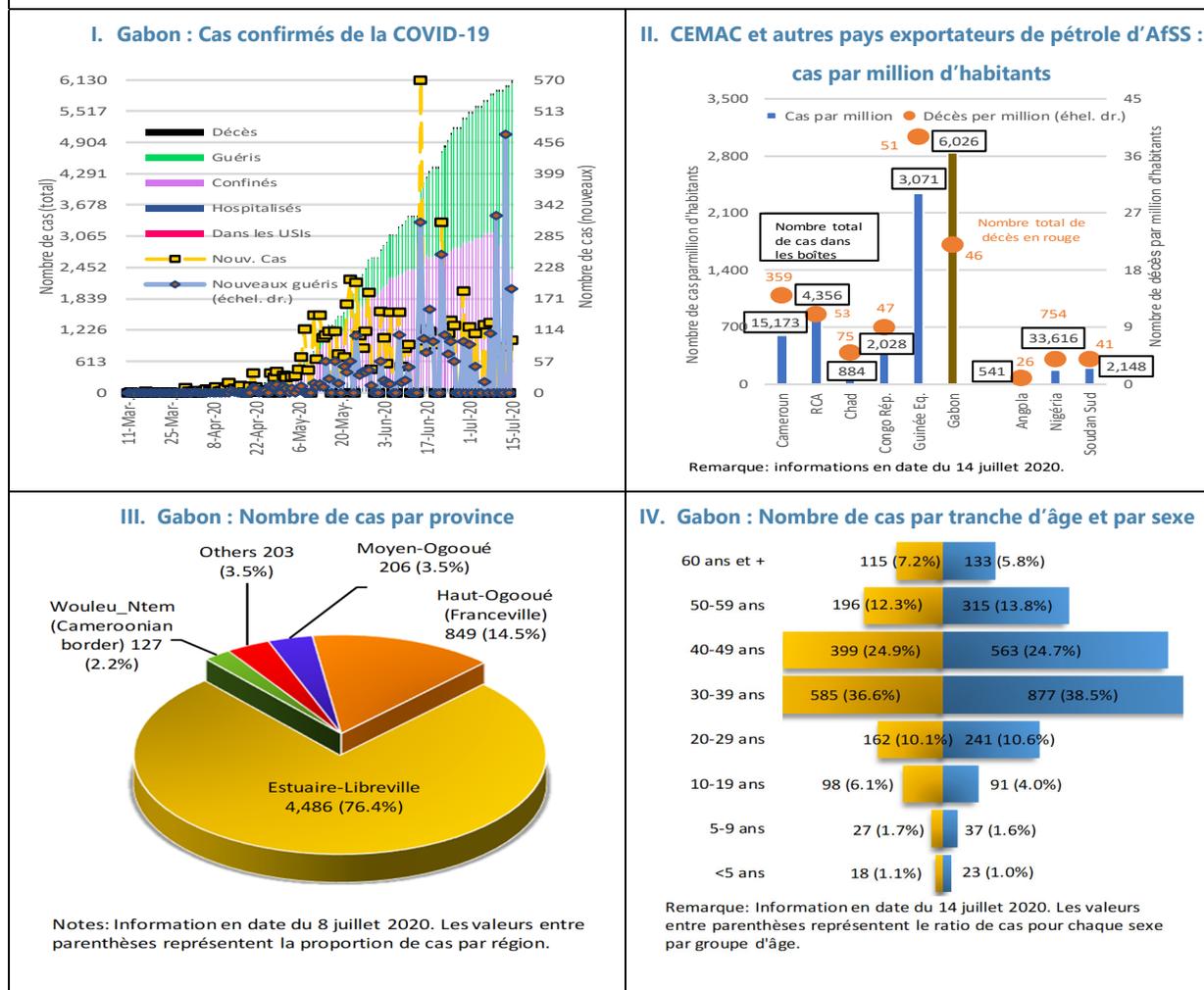


Source : Bloomberg LP.

Encadré 1. Évolution de la COVID-19

Le nombre de cas de COVID-19 a continué à augmenter régulièrement au Gabon, avec une moyenne de 63,4 nouveaux cas quotidiens pour 1 000 000 habitants en juin. Au 15 juillet 2020, on dénombrait 6 121 cas confirmés de COVID-19 dans le pays (page I du graphique 1), ce qui équivaut à 2 843 cas par million d'habitants (page II), soit le deuxième chiffre le plus élevé d'Afrique subsaharienne. La mortalité s'établit à 22 décès par million d'habitants (avec un total de 46 décès), soit le cinquième chiffre le plus élevé de la région même si le taux de mortalité par infection est l'un des plus bas au monde. Toutes les provinces gabonaises ont signalé des cas mais ceux-ci se concentrent pour l'essentiel à Libreville (page III). Comme les infrastructures sanitaires se trouvent pour la plupart dans la capitale, cela a permis d'éviter que le système soit débordé pour le moment : le nombre de patients atteints de la COVID-19 admis dans les services de soins intensifs s'est élevé à 12 par jour en moyenne et celui des autres hospitalisations à 77 par jour en moyenne depuis juin. Les hommes représentaient environ 59 % des cas (page IV). Les autorités continuent à faire preuve d'une très grande transparence sur les taux de contamination en communiquant les chiffres quotidiennement. Avec plus de 52 000 tests effectués, plus de 2,3 % de la population ont déjà été dépistés.

Graphique 1. Évolution de la COVID-19 au Gabon et dans les pays comparables d'AfSS



Sources : Comité de prévention contre la COVID-19 du Bureau du Premier ministre du Gabon ; et OMS.

3. Des progrès ont été accomplis sur le front de l'application des mesures liées à la

COVID-19. Avec le concours des partenaires au développement, dont l'OMS, le projet des autorités a été entièrement chiffré et est en cours de mise en œuvre. Les données d'exécution jusqu'en juillet (tableau du texte 1) montrent que, trois mois après leur lancement, plus de 50 % et 60 % des ressources affectées respectivement aux mesures sanitaires et sociales ont été utilisées.

Parallèlement, les ressources consacrées à l'assistance aux entreprises n'ont pratiquement pas été utilisées. Afin d'accélérer le processus, les autorités ont créé un guichet unique pour étudier les demandes des entreprises qui sollicitent une aide. À la mi-juillet 2020, 273 entreprises ont formulé une demande. Sur ce total, 233 ont obtenu une réponse positive pour bénéficier d'une réduction de 50 % de l'impôt synthétique libérateur (ISL), impôt sur les sociétés qui s'applique aux PME¹.

Les autorités s'entretiennent aussi avec l'organisme régional de régulation bancaire (la COBAC) de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et avec les banques commerciales en vue de définir les modalités d'accès tout en préservant la stabilité du secteur bancaire. Les modalités d'accès engloberont des critères comme les relations antérieures de l'entreprise avec la banque commerciale, ses antécédents de crédit et la preuve que l'impact sur son bilan est lié à la COVID-19.

Tableau du texte 1. Gabon : Exécution des financements et des dépenses liés à la COVID-19 en juillet 2020
(en milliards de francs CFA)^{1/}

| Mesures | Plan initial (pre-IFR-1) | Plan révisé (post-IFR-1) | Exécution (Juillet 2020) | Taux d'exécution (en pourcent) |
|--|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------------------|
| Mesures sanitaires | 66.1 | 66.1 | 33.9 | 51.4 |
| Mesures sociales | 47.9 | 25.0 | 15.8 | 63.3 |
| Paiement des factures | 5.0 | 9.0 | 8.6 | 96.0 |
| Transports publics gratuits | - | 6.0 | 4.1 | 68.0 |
| Autres (p. Ex. Banque alimentaire) | 42.9 | 10.0 | 3.1 | 31.0 |
| Mesures d'allègement fiscal pour les entreprises | 83.0 | 83.0 | 0.0 | 0.0 |
| Fonds d'urgence et moratoire pour les entreprises ² | 225.0 | 225.0 | 0.0 | 0.0 |
| Total | 422.0 | 399.1 | 49.8 | 12.5 |

Sources : ministère gabonais des Finances ; comité de prévention contre la COVID-19 du Premier ministre ; calculs des services du FMI.

^{1/} Les coûts des dépenses excluent les dépenses intégrées au budget de l'administration centrale.

^{2/} L'aide financière qui sera apportée par les banques privées avec des garanties de l'État figure dans le tableau puisqu'elle faisait partie du train de mesures économiques annoncées par le Président Bongo le 3 avril.

Les autorités, les banques commerciales et l'organisme de régulation bancaire affinent encore les modalités d'accès pour cette aide et les garanties de l'État.

4. Le financement d'urgence du FMI aide à mobiliser le soutien des donateurs. Depuis l'approbation par le conseil d'administration d'un premier achat au titre de l'IFR le 9 avril 2020, les

¹ Pour le moment, les entreprises qui ont reçu une réponse positive sont soit des microentreprises soit de très petites structures, d'où le faible taux d'exécution de l'allègement jusqu'en juillet. Par la suite, des entreprises de plus grande taille pourraient bénéficier de la mesure, ce qui augmentera l'allègement offert et son taux d'exécution.

autorités sont parvenues à obtenir 100 millions d'euros supplémentaires (0,7 % du PIB) d'aide budgétaire de la part de la Banque africaine de développement (BAfD) qui seront décaissés d'ici à fin 2020² et 9 millions de dollars de la part de la Banque mondiale (un projet dans le secteur de la santé) pour renforcer les efforts de lutte contre la pandémie de COVID-19.

5. Les risques qui pèsent sur le secteur financier devraient être faibles à court terme (tableau 6). Le système bancaire semblait solide à fin décembre 2019³ : le coefficient de solvabilité était de 17 % et le ratio de liquidité à court terme approchait 140 %, contre un minimum de respectivement 10,5 % et 100 %. Cependant, la pandémie de COVID-19 et le repli de l'activité économique y est relatif pourraient se répercuter sur la solvabilité des banques à travers une hausse des ratios de prêts improductifs et un durcissement des exigences de provisionnement, ce qui souligne l'importance des efforts déployés par les autorités pour éviter d'accumuler de nouveaux arriérés.

6. Sous l'effet de la pandémie, les perspectives macroéconomiques à court terme se sont encore détériorées (tableaux 1–5). Le scénario de référence suppose que le Gabon respectera ses engagements dans le cadre du récent accord de l'OPEP et réduira sa production de pétrole de 21 % en 2020.^{4,5} Il suppose aussi un fléchissement de la demande extérieure d'autres biens échangeables comme le manganèse et le bois ainsi que des effets plus prononcés des mesures d'endiguement sur l'activité non pétrolière, en particulier dans les services. Compte tenu de ces hypothèses et de la légère embellie des cours mondiaux du pétrole et du manganèse (tableau du texte 2) :

- Il est maintenant prévu que le PIB réel global se contracte de 2,7 % en 2020

Tableau du texte 2. Gabon : Projections des prix et des volumes d'exportations en 2020
(Variation en pourcentage et en glissement annuel)

| | 4 ^{ème} et 5 ^{ème} Rev. | IFR-1 | IFR-Prop. |
|--------------------------------|---|-------|-----------|
| Exportations en valeurs | | | |
| Pétrole | -8.0 | -48.2 | -47.7 |
| Manganèse | 3.4 | -21.0 | -9.5 |
| Prix¹ | | | |
| Pétrole | -6.1 | -45.9 | -35.7 |
| Manganèse | -6.0 | -11.5 | -7.7 |
| Volume | | | |
| Pétrole | -2.8 | -6.2 | -21.0 |
| Manganèse | 10.0 | 4.0 | -1.8 |

Sources : autorités gabonaises ; et estimations et projections des services du FMI.

1/ Variation calculée sur la base du prix national du pétrole et de la valeur du franc CFA.

² Le conseil d'administration de la BAfD a approuvé le décaissement des 100 millions d'euros qui figurent dans l'approbation d'un premier achat au titre de l'IFR le 26 juin 2020.

³ Les données pour 2020 ne sont pas encore finales.

⁴ Les projections de référence des services du FMI incluent la production effective au cours de la période janvier-avril 2020 et les directives de l'OPEP qui préconisent de réduire la production durant la période mai-décembre 2020. Par conséquent, le non-respect par le Gabon de l'accord de l'OPEP constituerait un facteur de révision à la hausse des prévisions de croissance.

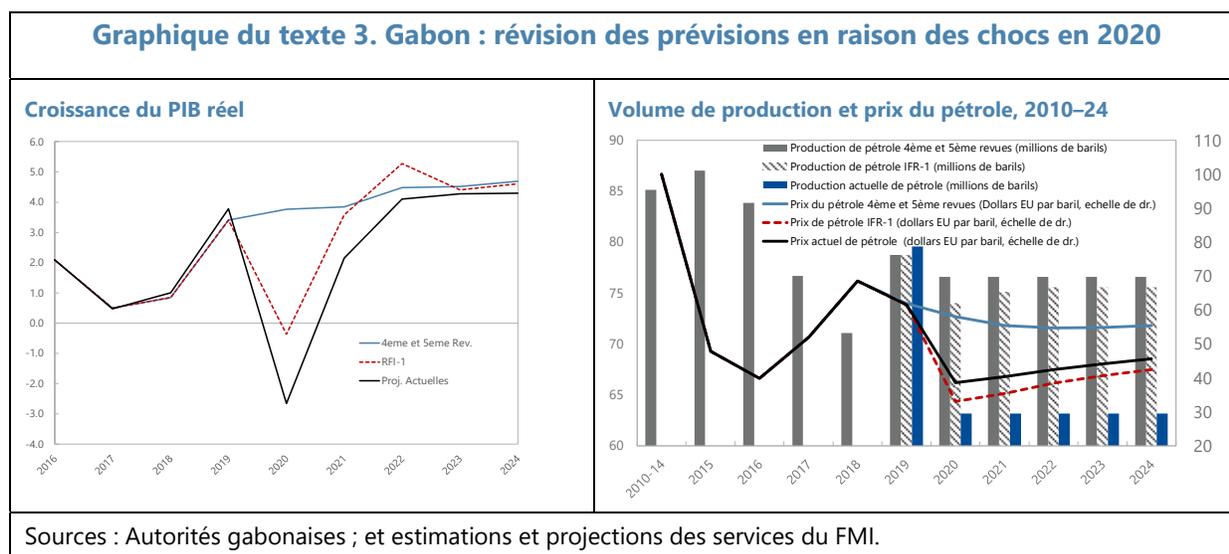
⁵ Au Gabon, le secteur pétrolier a subi une profonde restructuration ces dernières années, avec plusieurs nouveaux puits en mer à bas coûts et de nouvelles compagnies pétrolières dynamiques qui sont en mesure d'assurer la rentabilité des champs arrivés à maturité à des niveaux de cours pétroliers nettement plus bas.

(-0,4 % dans le rapport des services du FMI établi au moment de l'approbation du premier achat au titre de l'IFR).

- Selon les projections, le déficit des transactions courantes devrait s'établir à 9,5 % du PIB, soit 1 point de pourcentage du PIB de plus que prévu au moment de l'approbation du premier achat au titre de l'IFR (graphique du texte 2). Malgré le repli de l'activité économique intérieure, les importations devraient être plus élevées du fait des révisions à la hausse des dépenses en capital et des dépenses liées à la COVID-19. Cela neutralisera la progression des exportations : la hausse des cours du pétrole et du manganèse devrait avoir plus de poids que la réduction des volumes.
- Les finances publiques se dégraderont fortement par rapport au moment de l'approbation du premier achat au titre de l'IFR, en raison de l'impact de la contraction de l'activité économique sur les recettes non pétrolières et sur les recettes et dépenses liées à la COVID-19.

7. Une très grande incertitude entoure toujours les perspectives à court terme, qui risquent d'être révisées fortement à la baisse (annexe I, matrice d'évaluation des risques).

Les autorités souscrivent à cette analyse. Les perspectives économiques reposent sur le caractère temporaire de la pandémie et sur la normalisation des perspectives de l'économie mondiale à compter de fin 2020 (graphique du texte 3). Toutefois, une épidémie mondiale de COVID-19 prolongée pourrait réduire l'offre et la demande mondiales, abaisser davantage les prix à l'exportation du pétrole et d'autres produits de base et perturber les importations et les entrées de capitaux essentielles. Sur le plan intérieur, une amplification de la pandémie pourrait provoquer une intensification de la souffrance humaine et des bouleversements économiques et sociaux, accroître les coûts budgétaires et avoir un impact plus prononcé que prévu actuellement sur l'économie et sur les recettes budgétaires. Dans ce scénario, la contraction de l'activité économique serait encore plus forte, les besoins de financement budgétaire et extérieur seraient plus importants et la vulnérabilité liée à la dette publique s'accroîtrait.



ENJEUX ET ENTRETIENS

Les principales priorités sont de freiner la propagation du virus afin de sauver des vies et de protéger l'économie réelle contre le double choc, tout en limitant la dégradation de la balance des paiements et en préservant la viabilité de la dette.

A. Enjeux

8. Les autorités prennent des mesures pour lutter contre la COVID-19. L'objectif de la stratégie est de renforcer les infrastructures sanitaires, de protéger les ménages les plus vulnérables et de soutenir le secteur privé, notamment les petites entreprises, grâce à une réduction des patentes et à un allègement fiscal (annexe II). En complément des mesures ci-dessus, la BEAC a adopté une série de mesures d'assouplissement monétaire. En mars 2020, avant l'approbation d'un premier achat au titre de l'IFR, la BEAC avait assoupli la politique monétaire, notamment au moyen d'une baisse des taux directeurs et d'un apport accru de liquidités. Depuis lors, elle a annoncé en juin 2020 l'assouplissement des critères à remplir pour les garanties privées et publiques dans ses opérations de refinancement. La COBAC a aussi notifié aux banques la nécessité de conserver un volant de fonds propres de 2,5 % afin d'éponger les pertes liées à la pandémie, tout en leur demandant de faire preuve de modération en matière de versement de dividendes. Elle projette aussi de mettre en place un suivi plus rigoureux des liquidités des banques. Les autorités gabonaises ont adopté une loi de finances rectificative qui prévoit un déficit plus élevé pour tenir compte des stabilisateurs automatiques et des recettes et dépenses d'urgence liées à la crise.

9. La loi de finances rectificative 2020 s'attache met l'accent sur la réduction de l'impact macrofinancier et social de la pandémie de COVID-19 (tableau du texte 3). Conformément au scénario de référence des services du FMI, la loi de finances rectificative 2020 prévoit un creusement du déficit hors pétrole à environ 9 % du PIB non pétrolier, contre 5,7 % prévu dans le rapport des services du FMI établi au moment de l'approbation du premier achat au titre de l'IFR et 4,2 % dans la loi de finances initiale. Les recettes non pétrolières ont été révisées à la baisse en raison du repli

de l'activité économique intérieure, des problèmes de respect des règles fiscales liés à la COVID-19, des contraintes de travail des administrations fiscales et des mesures d'allègement fiscal. La loi de finances rectificative augmente les dépenses de santé (0,5 % du PIB) et les dépenses sociales (0,3 %

Tableau du texte 3. Gabon : Impact estimé des chocs sur le budget en 2020

| | 4 ^{ème} et 5 ^{ème} | | Proj. | 4 ^{ème} et 5 ^{ème} | | Proj. |
|--------------------------------------|--------------------------------------|-----------|-----------|--------------------------------------|-----------|-----------|
| | Rev. | FMI-IFR-1 | actuelles | Rev. | FMI-IFR-1 | actuelles |
| | (Milliards de FCFA) | | | (pourcentage du PIB) 1/ | | |
| Recettes pétrolières | 684.0 | 398.4 | 394.9 | 6.6 | 4.4 | 4.5 |
| Recettes non pétrolières | 1245.0 | 1047.2 | 949.4 | 12.0 | 11.7 | 10.7 |
| Dépenses courantes | 1278.0 | 1351.0 | 1367.9 | 12.4 | 15.0 | 15.4 |
| Biens et services | 161.0 | 193.0 | 192.5 | 1.6 | 2.1 | 2.2 |
| COVID-19 | 0.0 | 42.0 | 49.0 | 0.0 | 0.5 | 0.6 |
| Autres | 161.0 | 151.0 | 143.5 | 1.6 | 1.7 | 1.6 |
| Transferts et subventions | 216.0 | 232.0 | 222.4 | 2.1 | 2.6 | 2.5 |
| COVID-19 | 0.0 | 23.0 | 25.0 | 0.0 | 0.3 | 0.3 |
| Autres | 216.0 | 209.0 | 197.4 | 2.1 | 2.3 | 2.2 |
| Dépenses d'investissement | 513.0 | 354.3 | 379.5 | 5.0 | 3.9 | 4.3 |
| Financées sur ressources intérieures | 220.0 | 129.0 | 143.2 | 2.1 | 1.4 | 1.6 |
| Financées sur ressources extérieures | 293.0 | 225.3 | 236.3 | 2.8 | 2.5 | 2.7 |
| Solde hors pétrole | -303.0 | -390.0 | -595.9 | -2.9 | -4.3 | -6.7 |
| Solde primaire hors pétrole | -303.1 | -390.3 | -595.9 | -4.2 | -5.7 | -8.9 |
| Solde global (base caisse) | 152.0 | -245.0 | -481.1 | 1.5 | -2.7 | -5.4 |

Sources : Autorités gabonaises ; et estimations et projections des services du FMI.

1/ Les ratios du solde primaire non pétrolier sont exprimés en pourcentage du PIB non pétrolier.

du PIB) mais réduit les autres dépenses courantes. Les dépenses en capital financées sur ressources intérieures et extérieures sont révisées à la baisse par rapport à la loi de finances initiale 2020, ce qui s'explique par le retard pris dans la réalisation des projets et par la redéfinition des priorités pour réaffecter davantage de financements aux besoins urgents.⁶

10. Les autorités conviennent avec les services du FMI que les hypothèses de recettes pétrolières dans la loi de finances rectificative sont quelque peu ambitieuses. La loi de finances rectificative 2020 ne tient pas compte de la récente décision de l'OPEP et suppose que la production de pétrole diminuera seulement de 4,5 % en 2020 (contre 21 % dans les projections des services du FMI). Elle suppose aussi un prix du pétrole de 30 dollars le baril, contre 41 dollars le baril dans le scénario de référence des services du FMI. Si l'effet-prix compense quelque peu le recul de la production prévu, les recettes pétrolières dans le scénario de référence des services du FMI devraient être inférieures de quelque 68 milliards de francs CFA (0,7 % du PIB) à celles qui figurent dans la loi de finances rectificative, d'où un creusement du déficit budgétaire global et de l'écart de financement. Les autorités ont conscience que, malgré la récente évolution favorable des cours du pétrole, leurs engagements dans le cadre de la décision de l'OPEP se traduiront par une baisse des recettes pétrolières et par une accentuation de l'écart budgétaire.

11. Les autorités ciblent une stratégie de financement hybride pour combler l'écart budgétaire (tableau du texte 4). La projection actuelle du déficit global s'établit à 5,4 % du PIB.

Les autorités prévoient d'émettre de nouveaux titres publics sur le marché régional (1,0 % du PIB) et de réduire l'accumulation de dépôts des administrations publiques auprès de la BEAC,⁷ tout en continuant à contenir l'impact de la crise sur les avoirs extérieurs nets régionaux. Avec la proposition de nouvel achat au titre de l'IFR, les services du FMI prévoient un déficit de financement résiduel de quelque 0,7 % du PIB. Les possibilités d'obtenir d'autres financements intérieurs sont limitées et les autorités devraient s'appuyer sur des emprunts concessionnels extérieurs pour combler le l'écart restant. Il serait en outre important d'élaborer un plan de secours, y compris de songer à redéfinir les priorités en matière de dépenses supplémentaires dans des domaines qui seront sans

Tableau du texte 4. Gabon : Évolution du financement du budget en 2020
(en pourcentage du PIB)

| | 4ème et 5ème Rev MEDC. | IFR-1 | Proj. actuelle |
|-----------------------------------|---------------------------|-------------|----------------|
| Solde global | 1.5 | -2.7 | -5.4 |
| Financement net | -3.3 | -2.9 | 0.3 |
| Extérieur | 1.8 | 1.5 | 1.7 |
| Inérieur | -5.1 | -4.4 | -1.4 |
| Écart de financement | 1.8 | 5.6 | 5.1 |
| Banque africaine de développement | 0.0 | 0.7 | 1.5 |
| Banque mondiale | 1.1 | 1.3 | 0.9 |
| Écart résiduel | 0.7 | 3.6 | 2.7 |
| FMI-FEC | 0.7 | 0.8 | 0.0 |
| FMI-IFR | 0.0 | 1.0 | 1.0 |
| FMI-Prop | 0.0 | 0.0 | 1.0 |
| Écart restant | 0.0 | 1.8 | 0.7 |

Sources : autorités gabonaises ; et estimations et projections des services du FMI.

⁶ Les dépenses en capital ont été corrigées à la hausse en raison de la prise en compte de la participation de l'État dans un projet de PPP ferroviaire et d'autres projets financés sur ressources extérieures liés à la COVID-19.

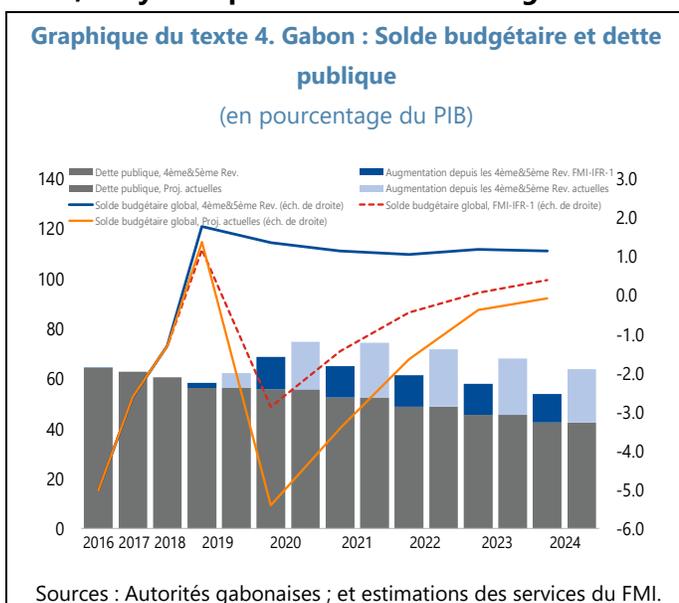
⁷ Au moment de l'approbation du premier achat au titre de l'IFR, les services du FMI prévoyaient une accumulation de dépôts des administrations publiques auprès de la BEAC à hauteur de 150 milliards de francs CFA.

incidence sur l'atténuation de l'épidémie, par exemple un nouveau report des dépenses de biens et services ou en capital non prioritaires, tout en protégeant les dépenses qui profitent aux personnes les plus vulnérables. La proposition de nouvel achat au titre de l'IFR devrait catalyser de nouveaux financements de la part des partenaires au développement. En cas de succès, le refinancement du service de la dette résiduel du prêt-relais de l'AFREXIM (créancier commercial), qui arrive à échéance en 2020, allégerait le service de la dette et les pressions sur le déficit de financement.⁸

12. La dette publique reste viable. Toutefois, la dynamique de la dette s'est dégradée et les risques qui pèsent sur la viabilité de la dette se sont nettement accrus, parallèlement à la dégradation des perspectives depuis l'approbation du premier achat au titre de l'IFR (annexe III, analyse de viabilité de la dette).

Dans le scénario de référence, la dette publique dépassera le repère de risque élevé et atteindra 75 % du PIB en 2020 et en 2021 du fait de la prise en compte des arriérés intérieurs passés qui ont été validés dans l'encours de la dette en 2019,⁹ du creusement des déficits budgétaires et du ralentissement de la croissance. Par la suite, la dette publique sera progressivement ramenée à 60,2 % du

PIB en 2025 (graphique du texte 4). Les besoins de financement bruts sont importants : ils représentent 12 % du PIB en moyenne en 2020–25, contre une moyenne historique de 4 % du PIB en 2009–19, en raison des échéances éloignées des financements officiels et euro-obligataires pour l'essentiel. Les projections des besoins de financement bruts sont légèrement inférieures à celles qui datent de l'approbation du premier achat au titre de l'IFR, compte tenu des émissions plus nombreuses sur le marché régional et de l'hypothèse selon laquelle les besoins de financement résiduels seront couverts par la dette extérieure aux conditions du marché plutôt que par la dette intérieure à court terme. Cela tient aux récentes mesures de soutien à la liquidité prises par la BEAC et à la relative embellie des indicateurs de l'état d'esprit du marché (par exemple le resserrement des écarts de rendement de l'indice EMBI). Les paiements d'intérêts continueront aussi à absorber une part importante des recettes publiques à moyen terme en vertu de la politique actuelle (17 % en moyenne ces cinq prochaines années). La dette publique est particulièrement sensible à la



⁸ Les autorités ont indiqué qu'elles étaient parvenues à un accord de restructuration préliminaire du prêt de l'AFREXIM (créancier commercial), dont le service de la dette s'élève à 60,1 milliards de francs CFA au total sur la période juin–décembre, mais les documents relatifs aux caractéristiques finales de l'accord sont en attente.

⁹ Ces arriérés découlent de l'audit externe indépendant des arriérés intérieurs pour la période 2015–17, repère structurel du dernier mécanisme élargi de crédit (MEDC). L'audit a été réalisé par le cabinet PricewaterhouseCoopers (PwC). Pour le moment, les autorités ont validé 282 milliards de francs CFA d'arriérés intérieurs identifiés dans cet audit.

croissance du PIB réel et aux chocs sur le taux de change, et les risques pour le profil de la dette sont élevés. Pour atténuer les risques qui pèsent sur la viabilité de la dette à court terme, il sera indispensable de disposer d'assurances de financement plus solides en 2020–21 : elles pourraient être obtenues en partie au moyen d'une restructuration de la dette. Toutefois, une stratégie d'endettement crédible à moyen terme et une politique budgétaire prudente joueront un rôle important pour gérer de gros besoins à plus long terme. Les autorités ont confirmé l'absence d'arriérés du Gabon envers les créanciers extérieurs. Les mesures appliquées précédemment en vue de remédier aux problèmes de coordination demeurent un moyen efficace pour faire en sorte que le Gabon reste à jour de ses obligations au titre du service de la dette.¹⁰

13. La poursuite du rééquilibrage budgétaire propice à la croissance qui est prévu à moyen terme contribuerait à préserver la viabilité de la dette. Les autorités entendent renouer avec la trajectoire de rééquilibrage budgétaire décrite dans le rapport des services du FMI pour les quatrième et cinquième revues de l'accord élargi une fois que la crise de la COVID-19 se sera apaisée. Les dépenses et les allègements fiscaux en lien avec la crise qui ont été mis en place en 2020 devraient pour la plupart être supprimés en 2021, même si les problèmes de respect des règles fiscales liés à la COVID-19 et les contraintes de travail des administrations fiscales perdureront quelque peu au premier semestre de 2021. La baisse des cours du pétrole à moyen terme créera des difficultés supplémentaires, ce qui imposera un nouveau rééquilibrage à moyen terme afin de préserver la viabilité de la dette et de contribuer à la stratégie à moyen terme de la CEMAC qui vise à reconstituer les réserves extérieures. Pour ce faire, il faudra procéder à un rééquilibrage budgétaire crédible, axé sur un accroissement des recettes fiscale et l'amélioration de l'efficacité des dépenses, qui s'inscrira peut-être dans le contexte d'un nouvel accord appuyé par le FMI.

14. Les autorités reconnaissent que les risques budgétaires pesant sur les entreprises publiques doivent être surveillés de près.¹¹ La pandémie de COVID-19 et la contraction de l'activité économique y relative pourraient aggraver la situation financière déjà fragile de plusieurs entreprises publiques. Dans ce contexte, l'aide apportée aux entreprises publiques pour pérenniser leurs activités devra être bien pensée et ciblée afin d'éviter tout plan de sauvetage destiné à couvrir une mauvaise utilisation des ressources, une gestion défectueuse et des carences en matière de gouvernance.¹² Il faut évaluer les risques budgétaires qui découlent des entreprises publiques et définir clairement des mesures d'atténuation. Une mission d'assistance technique du FMI est programmée au cours de l'exercice 2020 pour renforcer la capacité des autorités à évaluer les risques budgétaires, y compris ceux qui sont imputables aux entreprises publiques. Les autorités

¹⁰ Voir le rapport pays n° 19/389 (encadré 2).

¹¹ L'annexe budgétaire à la loi de finances pour l'exercice 2020 recense plusieurs risques liés aux entreprises publiques, parmi lesquels i) des garanties implicites en raison de l'accumulation de dettes ; ii) des pénuries de trésorerie du fait d'abus d'avantages sociaux, de problèmes de recouvrement des recettes et de mauvaises pratiques comptables ; iii) des risques institutionnels et iv) la gestion de la masse salariale.

¹² Voir le document de la série des questions générales, *Améliorer la gouvernance dans l'optique d'une croissance plus élevée et plus inclusive au Gabon*, décembre 2019.

sont déterminées à continuer à accroître la surveillance et à appliquer un cadre de responsabilisation plus solide pour l'ensemble des entreprises publiques.

15. Les autorités ont réaffirmé leur volonté de garantir une utilisation adéquate des ressources d'urgence dans le contexte de la COVID-19. Pour préserver la qualité des dépenses d'urgence dans le secteur de la santé et d'autres secteurs, elles se sont engagées à i) publier chaque trimestre les dépenses des fonds d'urgence ; ii) commander un audit indépendant de ces dépenses réalisé par un tiers dans les six mois suivant leur décaissement et publier les résultats en ligne dans un délai de neuf mois après la fin de chaque exercice et iii) publier en ligne les marchés concernés dans les 30 jours suivant leur attribution ainsi que les informations relatives aux bénéficiaires effectifs auxquels ces marchés sont attribués ainsi que les comptes rendus de livraison *ex-post*. L'implication de la Cour des comptes et de la Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI), organisme de lutte contre la corruption, dans le processus est aussi encourageante. En mai 2020, l'ancien Premier ministre a fait une première intervention publique au Parlement sur les mesures sanitaires et économiques mises en œuvre et sur les améliorations qui ont été apportées aux infrastructures sanitaires du pays afin de lutter contre la COVID-19 (dont des précisions sur l'achat de machines, de matériel de dépistage et d'équipements de protection individuelle). Début juin, les membres du Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre la pandémie de COVID-19 (Copil) et plusieurs ministres impliqués dans la riposte contre la maladie ont rencontré des membres de la CNLCEI afin de rendre compte de la mise en œuvre du plan de relance d'urgence. Tous les membres du Copil sont censés transmettre leurs déclarations de patrimoine à la CNLCEI afin de garantir l'utilisation transparente des fonds liés à la COVID-19 et de faciliter le processus d'évaluation financière une fois que la pandémie s'atténuera.

16. Les autorités continuent de faire avancer les réformes structurelles lancées dans le cadre du programme appuyé par le MEDC. Elles ont fait figurer une liste d'exonérations fiscales et douanières en annexe de la loi de finances 2020 et ont adopté un décret (en janvier 2020) pour refondre le comité de Trésorerie, conformément aux recommandations des missions d'assistance technique du FMI. Pour améliorer la gouvernance et la transparence, elles ont transmis à la BEAC en juin 2020 l'ensemble des contrats et permis d'exploitation pétrolière et minière de sociétés privées octroyés par le gouvernement gabonais. Le 12 juin 2020, le Conseil des ministres a réitéré son engagement à tout mettre en œuvre pour accélérer le dépôt de la candidature du Gabon en vue de devenir membre de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE). Les réformes de la gestion des finances publiques se poursuivent aussi, notamment avec le renforcement du compte unique du Trésor et un plus grand respect des normes de gestion des finances publiques par les opérations des comptes spéciaux. Les autorités ont aussi achevé l'audit attendu de longue date des arriérés intérieurs de la période 2015–17 et élaborent une stratégie pour apurer le stock d'arriérés vérifiés de 282 milliards de francs CFA en privilégiant les PME. Conformément à cette stratégie, elles ont commencé à rembourser des prêts en souffrance (à hauteur de 100 millions de francs CFA) à des PME en juin 2020.

17. Pour réduire les risques qui pèsent sur la viabilité de la dette et favoriser une croissance inclusive, les autorités sont fermement résolues à solliciter un nouveau programme

appuyé par le FMI (lettre d'intention, §7). L'achat demandé au titre de l'IFR contribuerait à atténuer les risques immédiats et à couvrir les besoins urgents de financement liés à la COVID-19. Un nouvel accord avec le FMI pourrait s'inscrire dans le prolongement de cette riposte à court terme et appuyer le programme d'action à moyen terme des autorités qui consiste à reprendre le rééquilibrage budgétaire amorcé en 2017–19, ainsi que la reprise économique et la stratégie régionale. Les négociations portant sur un possible nouvel accord appuyé par le FMI pourraient débiter à l'automne.

B. Accès, modalités, capacité de remboursement et évaluation des sauvegardes

18. Accès et modalités. Pour répondre à leurs besoins urgents de financement de la balance des paiements, les autorités sollicitent un achat au titre de l'IFR à hauteur de 50 % de la quote-part du pays (108 millions de DTS), ce qui porte le total des achats au titre de l'IFR en 2020 à 100 % de la quote-part. Cet achat, qui représente 1 % du PIB, couvrira 41,4 % du déficit de financement estimé et fera office d'aide budgétaire indirecte. Il apportera un soutien au moment opportun pour répondre aux besoins urgents de financement de la balance des paiements découlant de la COVID-19, qui, s'ils ne sont pas satisfaits, provoqueront immédiatement de graves perturbations économiques. Le Gabon remplit les critères d'accès à l'aide au titre de l'IFR : l'urgence des besoins de financement de la balance des paiements exclut l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme donnant accès aux tranches supérieures de crédit, comme en témoigne l'impossibilité d'effectuer la dernière revue du programme appuyé par le MEDC en faveur du Gabon, qui est arrivé à expiration le 18 juin 2020.

19. Capacité de remboursement. L'encours total de la dette envers le FMI, dont le décaissement lié à l'achat proposé au titre de l'IFR, s'élèvera à 274 % de la quote-part en 2020 (tableau 7), en deçà des plafonds d'accès normaux. La capacité de remboursement du Gabon est satisfaisante mais exposée à des risques. L'encours de la dette envers le FMI sur la base des prêts existants et de l'achat potentiel au titre de l'IFR culmine à 5,7 % du PIB en 2020. D'après les projections, le total des engagements envers le FMI devrait passer de 0,05 % du PIB en 2020 à un pic de 1,3 % du PIB en 2024. En termes de réserves internationales brutes, les engagements envers le FMI passeront de 3,0 % de ces réserves en 2020 à un pic de 24,4 % en 2024 (sur la base des réserves imputées). Cependant, les risques pourraient être plus marqués que ne le laisse penser cet indicateur puisque le Gabon dépend du mécanisme régional de mise en commun de réserves, qui a pâti du choc sur les cours du pétrole. Si les engagements envers le FMI sont raisonnables, la capacité de remboursement du Gabon est fragile en raison de plusieurs facteurs, dont la sensibilité à de nouveaux chocs sur les cours des produits de base et les risques accrus qui pèsent sur la viabilité de la dette, parmi lesquels les niveaux élevés de l'endettement et des besoins de financement bruts ainsi que les risques liés au profil de la dette. La détermination des autorités à prendre des mesures suffisamment fortes pour pouvoir prétendre à une aide du FMI donnant accès aux tranches supérieures de crédit atténuerait ces risques.

20. Évaluation des sauvegardes. La BEAC a appliqué les recommandations prioritaires de l'évaluation des sauvegardes de 2017. Les instruments juridiques secondaires de la BEAC ont en particulier été mis en conformité avec ses statuts modifiés. La banque centrale a récemment publié ses états financiers vérifiés pour l'exercice 2019 dans le respect total des normes IFRS. Les deux recommandations marquent la fin d'une réforme pluriannuelle axée sur la gouvernance avec l'appui du FMI. Comme indiqué dans la lettre d'intention, le Gabon coopérera, dans la mesure nécessaire, à toute actualisation de l'évaluation des sauvegardes par le FMI.

ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

21. L'épidémie de COVID-19 et la baisse sensible des cours des produits de base ont d'énormes retombées humaines et économiques sur le Gabon. La faiblesse de la demande extérieure et les mesures nécessaires pour freiner la propagation du virus ont considérablement dégradé les perspectives de croissance et pesé sur la position extérieure et les finances publiques. Un nouveau repli des cours du pétrole et un prolongement des mesures d'endiguement du virus pourraient avoir un effet plus prononcé sur les perspectives de croissance et augmenter les besoins de financement, ce qui nécessitera un nouvel ajustement et des aides financières supplémentaires.

22. La riposte budgétaire des autorités à la pandémie de COVID-19 est judicieuse. La loi de finances rectificative ambitionne, à juste titre, de répondre aux besoins sanitaires imminents afin de sauver des vies, de protéger les personnes les plus vulnérables et de soutenir le secteur privé, notamment les petites entreprises, au moyen d'une réduction des droits de permis et d'un allègement fiscal bien ciblé. Les autorités devraient surveiller de près les risques budgétaires potentiels, y compris ceux qui liés aux entreprises publiques. Les services du FMI saluent la volonté des autorités de continuer à améliorer la gouvernance en vue de garantir une utilisation adéquate des fonds publics, dont les ressources liées à la COVID-19. Les services du FMI souscrivent aux projets des autorités de reprendre le rééquilibrage budgétaire propice à la croissance une fois que la crise perdra de son intensité et d'élaborer, dès que possible, un programme de réformes destiné à remédier aux difficultés immédiates et à moyen terme, qui pourrait être soutenu par un possible nouvel accord appuyé par le FMI.

23. Les services du FMI souscrivent à la demande par les autorités d'un achat au titre de l'IFR à hauteur de 108 millions de DTS (50 % de la quote-part), qui porterait le total des achats au titre de l'IFR à 100 % de la quote-part pour répondre aux besoins urgents de financement de la balance des paiements découlant de la pandémie. Si les risques qui pèsent sur les perspectives sont élevés, la dette du Gabon reste viable et la capacité du pays à rembourser le FMI est satisfaisante au regard des mesures que les autorités s'engagent à prendre dans la lettre d'intention.

Tableau 1. Gabon : Principaux indicateurs économiques, 2017–25

| | 2017 | 2018 | 2019 | | 2020 | | | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|--|-------|-------|----------|-------|------------------------------------|---|-------|-------|--------|--------|--------|--------|
| | Réal. | Est. | Prog. 1/ | Prel. | 4 ^{ème} trimestre Rev. | 5 ^{ème} trimestre IFR-1. 2/ | Proj. | Proj. | | | | |
| (Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | | |
| Secteur réel | | | | | | | | | | | | |
| PIB à prix constants | 0.5 | 1.0 | 3.4 | 3.8 | 3.8 | -0.4 | -2.7 | 2.1 | 4.1 | 4.3 | 4.3 | 4.3 |
| Pétrolier | -8.4 | -2.2 | 7.9 | 6.8 | 2.5 | -3.7 | -14.9 | 1.2 | 1.2 | 1.2 | 1.2 | 1.3 |
| <i>Dont : pétrole primaire</i> | -8.5 | -8.2 | 11.8 | 13.0 | -2.7 | -6.0 | -20.6 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Non pétrolier | 2.5 | 1.7 | 2.5 | 3.2 | 4.0 | 0.4 | -0.1 | 2.3 | 4.6 | 4.8 | 4.8 | 4.8 |
| Déflateur du PIB | 3.8 | 7.0 | 2.6 | 1.7 | 0.2 | -8.6 | -7.9 | 3.3 | 3.1 | 2.7 | 3.4 | 3.0 |
| Pétrolier | 19.0 | 17.9 | -2.4 | -0.8 | -4.3 | -30.6 | -21.4 | 2.5 | 3.6 | 3.2 | 2.9 | 2.6 |
| Pétrole primaire | 19.3 | 26.1 | -5.0 | -5.4 | -6.1 | -45.9 | -35.7 | 3.9 | 4.9 | 4.4 | 3.4 | 3.1 |
| Prix à la consommation | | | | | | | | | | | | |
| Moyenne annuelle | 2.7 | 4.8 | 3.0 | 2.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 |
| Fin de période | 1.1 | 6.3 | 3.0 | 1.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 |
| Secteur extérieur | | | | | | | | | | | | |
| Exportations, f.à.b | 17.8 | 14.0 | 12.1 | 14.9 | 0.6 | -30.4 | -31.7 | 6.1 | 10.5 | 6.0 | 5.6 | 5.0 |
| Importations, f.à.b. | 6.2 | -1.9 | 8.3 | 9.3 | 6.0 | -7.4 | -4.9 | -2.1 | 4.3 | 1.9 | 3.0 | 4.0 |
| Termes de l'échange (détérioration= -) | 28.5 | 27.3 | -5.7 | -5.9 | -7.2 | -43.9 | -34.5 | 2.6 | 3.1 | 2.7 | 1.5 | 1.4 |
| (Pourcentage du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | | |
| Solde global (base engagements) | -2.6 | -1.3 | 1.8 | 1.4 | 1.4 | -2.9 | -5.4 | -3.4 | -1.6 | -0.4 | -0.1 | 0.3 |
| Solde primaire (base engagements) | -0.1 | 1.1 | 4.1 | 3.6 | 3.7 | 0.1 | -2.3 | -0.5 | 1.2 | 2.4 | 2.6 | 2.8 |
| Solde global (base caisse) | -3.4 | -1.6 | 1.7 | 0.8 | 1.5 | -2.7 | -5.4 | -3.5 | -1.6 | -0.3 | 0.0 | 0.4 |
| Solde primaire hors pétrole (en % du PIB non pétrolier) | -9.7 | -7.6 | -4.6 | -5.8 | -4.2 | -5.7 | -8.9 | -6.4 | -4.0 | -2.3 | -1.9 | -1.4 |
| Solde de base primaire hors pétrole (en % du PIB non pétrolier) 3/ | -8.6 | -5.0 | -1.8 | -4.2 | -0.4 | -2.7 | -5.7 | -1.6 | 0.2 | 0.7 | 1.0 | 1.4 |
| Dépôts gouvernementaux bruts à la BEAC | 3.6 | 3.4 | 4.4 | 2.3 | 7.1 | 4.3 | 2.6 | 2.8 | 3.1 | 3.4 | 3.4 | 3.4 |
| Total dette publique 4/ | 62.6 | 60.6 | 56.5 | 58.7 | 55.6 | 68.7 | 74.7 | 74.4 | 71.7 | 68.1 | 64.0 | 60.2 |
| Dette extérieure | 38.7 | 40.0 | 40.5 | 39.2 | 42.3 | 49.8 | 50.6 | 53.5 | 54.7 | 54.5 | 52.6 | 50.1 |
| Dette intérieure | 24.2 | 20.6 | 16.0 | 19.5 | 13.3 | 18.9 | 24.1 | 20.9 | 17.0 | 13.7 | 11.4 | 10.0 |
| <i>dont avances statutaires de la BEAC</i> | 7.5 | 4.8 | 4.6 | 4.6 | 4.4 | 5.0 | 5.1 | 4.8 | 4.0 | 3.3 | 2.6 | 2.0 |
| (Variation en pourcentage, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | | |
| Monnaie et crédit | | | | | | | | | | | | |
| Crédit à l'économie | -3.0 | 6.2 | 9.7 | 2.2 | 11.2 | 1.6 | -6.5 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Monnaie au sens large (M2) | -3.9 | 15.7 | 14.2 | 1.2 | 16.0 | 5.0 | 5.0 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Vitesse de circulation (PIB non pétrolier/moyenne M2) | 3.2 | 2.8 | 2.8 | 2.8 | 2.6 | 2.9 | 2.8 | ... | ... | ... | ... | ... |
| (Pourcentage du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | | |
| Épargne nationale brute | 24.8 | 27.3 | 30.0 | 30.2 | 31.4 | 22.4 | 21.6 | 27.2 | 28.5 | 29.2 | 28.6 | 29.3 |
| Investissement fixe brut | 31.8 | 30.5 | 31.1 | 30.4 | 33.4 | 30.9 | 31.0 | 33.6 | 32.1 | 31.3 | 29.7 | 29.6 |
| <i>dont privé</i> | 30.3 | 27.8 | 28.0 | 27.6 | 28.4 | 26.9 | 26.7 | 28.2 | 27.0 | 26.8 | 24.9 | 24.8 |
| <i>public</i> | 1.5 | 2.6 | 3.2 | 2.8 | 5.0 | 3.9 | 4.3 | 5.4 | 5.1 | 4.5 | 4.7 | 4.9 |
| Solde des transactions courantes | -7.0 | -3.2 | -1.1 | -0.3 | -2.0 | -8.5 | -9.5 | -6.3 | -3.6 | -2.1 | -1.0 | -0.3 |
| hors gros projets agro-industriels 5/ | -4.3 | -0.7 | 1.9 | 2.8 | 0.7 | -5.5 | -6.4 | -4.8 | -3.0 | -1.6 | -0.8 | 0.0 |
| CEMAC - Réserves officielles | | | | | | | | | | | | |
| (Milliards dollars, fin de période) | 5.8 | 6.6 | 8.2 | 7.4 | 10.5 | 7.8 | 7.2 | 7.7 | 8.4 | 8.7 | ... | ... |
| (in months of extrazone imports) | 2.4 | 2.8 | 3.3 | 3.8 | 4.1 | 3.6 | 3.4 | 3.5 | 3.6 | 3.6 | ... | ... |
| (Milliards FCFA, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | | |
| Pour mémoire : | | | | | | | | | | | | |
| PIB nominal | 8,669 | 9,369 | 9,937 | 9,887 | 10,332.2 | 8,980 | 8,860 | 9,349 | 10,033 | 10,746 | 11,586 | 12,449 |
| PIB nominal non pétrolier | 6,024 | 6,319 | 6,725 | 6,657 | 7,180.5 | 6,839 | 6,698 | 7,108 | 7,685 | 8,293 | 9,031 | 9,793 |
| Dollar en monnaie nationale (moyenne) | 581 | 555 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Prix du pétrole (PEM, dollars/baril) | 54 | 71 | 64 | 64 | 60 | 36 | 41.1 | 42.9 | 44.9 | 46.7 | 48.1 | 49.5 |

Sources : autorités gabonaises ; estimations et projections des services du FMI.

1/ Rapport des services du FMI pour la troisième revue de l'accord élargi au titre du mécanisme élargi de crédit (16 décembre 2019; Rapport de pays n° 19/389).

2/ Rapport des services du FMI pour la demande d'achat au titre de l'instrument de financement rapide (9 avril 2020; Rapport de pays n° 20/109).

3/ Exclut les dépenses en capital financées à l'étranger.

4/ À compter de 2016, les séries de données comprennent le stock des arriérés intérieurs.

5/ Solde des transactions courantes à l'exclusion des variations commerciales nettes liées aux gros investissements directs dans le secteur agroindustriel.

Tableau 2. Gabon : Balance des paiements, 2017–25

| | 2017 | 2018 | 2019 | | 2020 | | | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|--|----------------------|--------|----------|--------|--|-----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | Est. | Est. | Prog. 1/ | Prel. | 4 ^{ème} &5 ^{ème} Rev. | IFR-1. 2/ | Proj. | Proj. | | | | |
| | (Milliards FCFA) | | | | | | | | | | | |
| Solde des transactions courantes | -606 | -302 | -110 | -28 | -209 | -761 | -839 | -593 | -365 | -221 | -117 | -33 |
| Biens (net) | 1,431 | 1,897 | 2,194 | 2,274 | 2,111 | 1,126 | 1,075 | 1,280 | 1,517 | 1,679 | 1,817 | 1,927 |
| Exportations de biens (fàb) | 3,101 | 3,535 | 3,963 | 4,063 | 3,986 | 2,751 | 2,777 | 2,946 | 3,255 | 3,450 | 3,642 | 3,825 |
| Hydrocarbures | 2,069 | 2,450 | 2,596 | 2,618 | 2,389 | 1,357 | 1,370 | 1,422 | 1,491 | 1,555 | 1,607 | 1,656 |
| Bois | 281 | 315 | 349 | 293 | 419 | 371 | 272 | 278 | 298 | 320 | 323 | 326 |
| Manganèse | 619 | 636 | 818 | 951 | 846 | 751 | 861 | 863 | 931 | 980 | 1,051 | 1,126 |
| Autres | 132 | 135 | 199 | 201 | 332 | 272 | 275 | 383 | 535 | 596 | 662 | 717 |
| Importations de biens (fàb) | -1,670 | -1,638 | -1,769 | -1,790 | -1,875 | -1,625 | -1,702 | -1,666 | -1,738 | -1,771 | -1,825 | -1,898 |
| Secteur pétrolier | -243 | -288 | -305 | -308 | -303 | -158 | -157 | -159 | -163 | -166 | -168 | -164 |
| Autres | -1,427 | -1,350 | -1,464 | -1,482 | -1,572 | -1,468 | -1,545 | -1,507 | -1,575 | -1,605 | -1,657 | -1,734 |
| Services (net) | -1,021 | -1,026 | -1,119 | -1,131 | -1,107 | -819 | -842 | -806 | -774 | -757 | -740 | -723 |
| Exportations | 288 | 281 | 304 | 307 | 319 | 283 | 297 | 339 | 387 | 442 | 506 | 578 |
| Importations | -1,309 | -1,308 | -1,422 | -1,438 | -1,426 | -1,102 | -1,139 | -1,145 | -1,161 | -1,199 | -1,245 | -1,301 |
| Revenu (net) | -830 | -980 | -990 | -974 | -1,043 | -910 | -922 | -890 | -929 | -962 | -1,011 | -1,051 |
| Transferts courants (net) | -186 | -192 | -196 | -196 | -170 | -157 | -149 | -176 | -179 | -181 | -184 | -186 |
| Compte de capital | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Compte financier | -44 | 94 | 89 | -309 | 535 | 407 | 380 | 287 | 194 | 201 | 236 | 102 |
| Investissements directs (net) | 763 | 766 | 910 | 922 | 988 | 835 | 847 | 796 | 628 | 633 | 612 | 639 |
| Investissements de portefeuille (net) | 0 | 0 | 0 | 0 | 146 | 156 | 156 | 0 | -144 | -144 | -144 | -410 |
| Autres actifs et passifs d'investissement (net) | -807 | -673 | -821 | -1,230 | -599 | -584 | -623 | -509 | -290 | -288 | -232 | -127 |
| Transactions à moyen long terme | -244 | -148 | -264 | -279 | -52 | -125 | 117 | 50 | 153 | 125 | 97 | 255 |
| <i>dont accumulation nette d'arriérés</i> | -40 | 7 | -35 | -67 | | | | | | | | |
| Transactions à court terme | -563 | -525 | -557 | -951 | -547 | -459 | -740 | -559 | -443 | -413 | -329 | -382 |
| Erreurs et omissions | 0 | -4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Solde global | -650 | -212 | -21 | -336 | 326 | -354 | -459 | -306 | -170 | -20 | 119 | 70 |
| Financement | 650 | 212 | 21 | 336 | -326 | 354 | 459 | 306 | 170 | 20 | -119 | 27 |
| Banque des États d'Afrique centrale | 162 | 5 | -274 | 110 | -441 | 9 | 177 | -37 | -88 | -158 | -200 | -141 |
| Variation des réserves imputées (= augmentation) | 51 | -111 | -347 | 34 | -508 | -151 | 0 | -32 | -68 | -74 | -59 | -45 |
| Flux FMI-MEDC | 111 | 116 | 72 | 76 | 67 | 72 | 0 | -5 | -19 | -83 | -140 | -96 |
| Flux FMI-IFR-1 | | | | | | 88 | 88 | | | | | |
| Prop. Flux FMI-IFR-2 | | | | | | | 89 | | | | | |
| Écart de financement | 488 | 207 | 295 | 230 | 115 | 345 | 282 | 342 | 258 | 178 | 81 | 72 |
| <i>dont:</i> | | | | | | | | | | | | |
| Bilatéral | 49 | 49 | 49 | 49 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Multilatéral | 439 | 158 | 246 | 181 | 115 | 181 | 215 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pour mémoire: | (Pourcentage du PIB) | | | | | | | | | | | |
| Solde des transactions courantes | -7.0 | -3.2 | -1.1 | -0.3 | -2.0 | -8.5 | -9.5 | -6.3 | -3.6 | -2.1 | -1.0 | -0.3 |
| hors gros projets agroindustriels 3/ | -4.3 | -0.7 | 1.9 | 2.8 | 0.7 | -5.5 | -6.4 | -4.8 | -3.0 | -1.6 | -0.8 | 0.0 |
| Pétrole | 6.7 | 7.8 | 8.3 | 8.6 | 6.0 | 1.6 | 1.6 | 2.1 | 2.4 | 2.3 | 2.1 | 2.0 |
| Hors pétrole | -13.6 | -11.0 | -9.4 | -8.9 | -8.0 | -10.0 | -11.1 | -8.4 | -6.1 | -4.4 | -3.2 | -2.3 |
| Exportations de biens et services | 39.1 | 40.7 | 42.9 | 44.2 | 41.7 | 33.8 | 34.7 | 35.1 | 36.3 | 36.2 | 35.8 | 35.4 |
| Importations de biens et services | -34.4 | -31.4 | -32.1 | -32.6 | -32.0 | -30.4 | -32.1 | -30.1 | -28.9 | -27.6 | -26.5 | -25.7 |
| Compte de capital et compte financier | 5.1 | 3.2 | 3.9 | -0.8 | 6.3 | 8.4 | 7.5 | 6.7 | 4.5 | 3.5 | 2.7 | 1.4 |
| Investissements directs étrangers | 8.8 | 8.2 | 9.2 | 9.3 | 9.6 | 9.3 | 9.6 | 8.5 | 6.3 | 5.9 | 5.3 | 5.1 |
| Solde global 4/ | -1.7 | -0.1 | 2.8 | -1.1 | 4.3 | -0.1 | -2.0 | 0.4 | 0.9 | 1.5 | 1.7 | 1.1 |

Sources : autorités gabonaises; estimations et projections des services du FMI.

1/ Rapport des services du FMI pour la troisième revue de l'accord élargi au titre du mécanisme élargi de crédit (16 décembre 2019; Rapport de pays n° 19/389).

2/ Rapport des services du FMI pour la demande d'achat au titre de l'instrument de financement rapide (9 avril 2020; Rapport de pays n° 20/109).

3/ Solde des transactions courantes à l'exclusion des variations commerciales nettes liées aux gros investissements directs dans le secteur agro-industriel.

4/ Ce poste de solde global tient compte de l'intégration des appuis budgétaires de sources bilatérales et multilatérales aux postes au-dessus de la ligne.

Tableau 3a. Gabon : Comptes de l'administration centrale, 2017–25
(en milliards de francs CFA)

| | 2017 | 2018 | 2019 | | 2020 | | | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|--|------------------|-------|----------|-------|--|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | Réal. | Prel. | Prog. 1/ | Prel. | 4 ^{ème} & 5 ^{ème} Rev. | IFR-1. 2/ | Proj. | Proj. | | | | |
| | (Milliards FCFA) | | | | | | | | | | | |
| Total recette et dons | 1,423 | 1,581 | 1,868 | 1,931 | 1,946 | 1,463 | 1,369 | 1,476 | 1,714 | 1,888 | 2,071 | 2,255 |
| Recettes | 1,423 | 1,581 | 1,868 | 1,931 | 1,929 | 1,446 | 1,344 | 1,476 | 1,714 | 1,888 | 2,071 | 2,255 |
| Recettes pétrolières | 574 | 583 | 719 | 747 | 684 | 398 | 395 | 410 | 430 | 448 | 463 | 477 |
| Recettes non pétrolières | 849 | 997 | 1,148 | 1,184 | 1,245 | 1,047 | 949 | 1,066 | 1,284 | 1,440 | 1,608 | 1,777 |
| Recettes fiscales | 770 | 870 | 1,062 | 1,070 | 1,206 | 1,008 | 913 | 1,031 | 1,246 | 1,399 | 1,562 | 1,728 |
| Impôts sur le revenu, les bénéficiaires et les plus-values | 271 | 298 | 399 | 412 | 475 | 416 | 363 | 412 | 495 | 557 | 628 | 703 |
| Taxes intérieures sur les biens et les services | 168 | 148 | 278 | 187 | 306 | 256 | 217 | 260 | 327 | 377 | 426 | 473 |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 112 | 95 | 183 | 132 | 221 | 184 | 158 | 191 | 232 | 265 | 304 | 339 |
| Autres | 56 | 52 | 95 | 54 | 85 | 72 | 59 | 69 | 95 | 112 | 122 | 134 |
| Taxes sur le commerce et les transactions internationales | 246 | 255 | 303 | 286 | 336 | 254 | 263 | 282 | 331 | 365 | 400 | 434 |
| Tarifs d'importations | 246 | 255 | 291 | 261 | 314 | 241 | 232 | 247 | 277 | 298 | 327 | 355 |
| Tarifs d'exportation | 0 | 0 | 12 | 24 | 22 | 13 | 32 | 35 | 54 | 67 | 73 | 79 |
| Autres taxes non pétrolières | 84 | 170 | 81 | 187 | 90 | 82 | 70 | 76 | 92 | 100 | 109 | 119 |
| Recettes non fiscales | 79 | 127 | 86 | 114 | 39 | 39 | 36 | 36 | 38 | 41 | 45 | 49 |
| Dons | 0 | 0 | 0 | 0 | 17 | 17 | 25 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total dépenses et prêts nets | 1,649 | 1,702 | 1,692 | 1,796 | 1,806 | 1,720 | 1,848 | 1,796 | 1,878 | 1,928 | 2,079 | 2,215 |
| Dépenses courantes | 1,350 | 1,270 | 1,293 | 1,320 | 1,278 | 1,351 | 1,368 | 1,289 | 1,366 | 1,445 | 1,531 | 1,611 |
| Traitements et salaires | 733 | 701 | 673 | 689 | 661 | 661 | 675 | 661 | 707 | 763 | 822 | 875 |
| Biens et services | 167 | 140 | 159 | 156 | 161 | 193 | 193 | 155 | 169 | 183 | 197 | 212 |
| Paievements d'intérêts | 219 | 225 | 236 | 225 | 241 | 265 | 278 | 274 | 287 | 298 | 305 | 304 |
| Intérieurs | 80 | 93 | 83 | 84 | 81 | 79 | 90 | 92 | 93 | 90 | 87 | 85 |
| Extérieurs | 139 | 132 | 153 | 141 | 159 | 186 | 187 | 182 | 194 | 208 | 218 | 218 |
| Transferts et subventions | 231 | 204 | 226 | 250 | 216 | 232 | 222 | 199 | 204 | 202 | 208 | 220 |
| <i>dont: subventions produits pétroliers</i> | 35 | 28 | 0 | 19 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses d'investissement | 133 | 248 | 317 | 281 | 513 | 355 | 380 | 507 | 512 | 483 | 548 | 604 |
| Financées sur ressources intérieures | 67 | 82 | 133 | 175 | 220 | 129 | 143 | 164 | 191 | 236 | 290 | 332 |
| <i>dont: partenariat public-privé</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financées sur ressources extérieures | 65 | 166 | 184 | 106 | 293 | 225 | 236 | 343 | 321 | 247 | 259 | 272 |
| Prêts nets | 79 | 101 | 40 | 75 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Fonds routier (FER) et fonds spéciaux | 20 | 3 | 1 | 12 | 14 | 14 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Comptes spéciaux 3/ | 67 | 80 | 40 | 107 | 0 | 0 | 90 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Solde global (base engagements) | -226 | -121 | 176 | 136 | 140 | -257 | -478 | -320 | -164 | -40 | -9 | 40 |
| Ajustement base caisse 4/ | -70 | -26 | -9 | -52 | 12 | 12 | -3 | -7 | 7 | 9 | 11 | 11 |
| Solde global (base caisse) | -297 | -147 | 167 | 84 | 152 | -245 | -481 | -327 | -158 | -31 | 2 | 50 |
| Total financement | 297 | 147 | -167 | -84 | -152 | 245 | 481 | 327 | 158 | 31 | -2 | -50 |
| Emprunts extérieurs (net) | -154 | -5 | -161 | -154 | 183 | 134 | 145 | 154 | -23 | -155 | -251 | -579 |
| Tirages | 65 | 166 | 184 | 106 | 293 | 225 | 236 | 343 | 321 | 247 | 259 | 272 |
| Amortissement | -306 | -150 | -283 | -200 | -695 | -686 | -686 | -189 | -344 | -402 | -509 | -851 |
| Arriérés (réduction = -) | -26 | -21 | -62 | -59 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refinancement (euro-obligations) | 112 | 0 | 0 | 0 | 585 | 595 | 595 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunts intérieurs | -151 | -170 | -373 | -233 | -523 | -395 | -123 | -170 | -221 | -184 | -71 | -31 |
| Système bancaire (net) | -101 | 67 | -32 | 34 | -218 | -54 | 189 | 178 | -32 | -29 | 6 | -31 |
| Financement non bancaire (net) 5/ | -50 | -238 | -341 | -267 | -305 | -341 | -312 | -347 | -189 | -155 | -77 | 0 |
| Écart de financement (+ = déficit / - excédent) | 602 | 321 | 368 | 303 | 187 | 506 | 460 | 342 | 402 | 371 | 320 | 560 |
| Financement exceptionnel (hors FMI) | 488 | 207 | 295 | 230 | 115 | 181 | 215 | 0 | 144 | 193 | 239 | 488 |
| Écart résiduel | 114 | 114 | 72 | 73 | 72 | 325 | 245 | 342 | 258 | 178 | 81 | 72 |
| FMI-MEDC | 114 | 114 | 72 | 73 | 72 | 72 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FMI-IFR-1 | | | | | | | 88 | | | | | |
| Prop. FMI-IFR-2 | | | | | | | 89 | | | | | |
| Pour mémoire: | | | | | | | | | | | | |
| Dépôts bruts de l'État à la BEAC | 314.9 | 315.0 | 438.4 | 232.2 | 732.9 | 388.7 | 232.2 | 263.4 | 315.4 | 364.1 | 393.3 | 425.9 |
| Avances statutaires de la BEAC | 452.5 | 452.5 | 452.5 | 452.8 | 452.5 | 452.8 | 452.8 | 452.8 | 402.8 | 352.8 | 302.8 | 252.8 |
| Stock d'arriérés 6/ | 545.9 | 354.8 | 105.9 | 153.9 | 28.2 | 51.1 | 81.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 1.0 |
| Extérieurs | 113.4 | 61.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Intérieurs | 432.5 | 293.0 | 105.9 | 153.9 | 28.2 | 51.1 | 81.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 1.0 |
| Remboursements de TVA | 326.9 | 293.0 | 105.9 | 153.9 | 28.2 | 51.1 | 81.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Instances exceptionnelles 7/ | 87.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 1.0 |
| Service de la dette | 17.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Solde primaire hors pétrole hors transferts de capital | -582 | -479 | -308 | -387 | -303 | -390 | -596 | -456 | -307 | -190 | -167 | -134 |
| en pourcentage du PIB non pétrolier | -9.7 | -7.6 | -4.6 | -5.8 | -4.2 | -5.7 | -8.9 | -6.4 | -4.0 | -2.3 | -1.9 | -1.4 |
| PIB non pétrolier aux prix du marché | 6,024 | 6,319 | 6,725 | 6,657 | 7,181 | 6,839 | 6,698 | 7,108 | 7,685 | 8,293 | 9,031 | 9,793 |

Sources : autorités gabonaises; estimations et projections des services du FMI.

1/ Rapport des services du FMI pour la troisième revue de l'accord élargi au titre du mécanisme élargi de crédit (16 décembre 2019; Rapport de pays n° 19/389).

2/ Rapport des services du FMI pour la demande d'achat au titre de l'instrument de financement rapide (9 avril 2020; Rapport de pays n° 20/109).

3/ Comprend les transferts nets aux fonds spéciaux financés par les recettes affectées.

4/ Enregistre les dépenses sur les ordonnancements de l'exercice précédent moins les ordonnancements réglés l'exercice suivant.

5/ Comprend les titres détenus par le secteur non bancaire, le paiement d'arriérés de remboursement de TVA, et la trisuration de dépenses extrabudgétaires antérieures.

6/ L'apurement des instances exceptionnelles et les arriérés d'intérêts sont inclus dans l'ajustement base caisse au dessus de la ligne, tandis que tous les autres apurements d'arriérés sont enregistrés en dessous de la ligne.

7/ Après 2017, les instances exceptionnelles deviennent nulles et les instances normales ne peuvent pas dépasser 10 % de la somme des dépenses courantes (hors salaires et intérêts) plus les investissements financés sur ressources intérieures.

Tableau 3b. Gabon : Comptes de l'administration centrale, 2017–25
(en pourcentage du PIB ; en milliards de francs CFA)

| | 2017 | 2018 | 2019 | | 2020 | | | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|-------|-------|----------|-------|--|-----------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|
| | Réal. | Prel. | Prog. 1/ | Prel. | 4 ^{ème} & 5 ^{ème} Rev. | IFR-1. 2/ | Proj. | Proj. | | | | |
| (Pourcentage du PIB) | | | | | | | | | | | | |
| Total recette et dons | 16.4 | 16.9 | 18.8 | 19.5 | 18.8 | 16.3 | 15.5 | 15.8 | 17.1 | 17.6 | 17.9 | 18.1 |
| Recettes | 16.4 | 16.9 | 18.8 | 19.5 | 18.7 | 16.1 | 15.2 | 15.8 | 17.1 | 17.6 | 17.9 | 18.1 |
| Recettes pétrolières | 6.6 | 6.2 | 7.2 | 7.6 | 6.6 | 4.4 | 4.5 | 4.4 | 4.3 | 4.2 | 4.0 | 3.8 |
| Recettes non pétrolières | 9.8 | 10.6 | 11.6 | 12.0 | 12.0 | 11.7 | 10.7 | 11.4 | 12.8 | 13.4 | 13.9 | 14.3 |
| Recettes fiscales | 8.9 | 9.3 | 10.7 | 10.8 | 11.7 | 11.2 | 10.3 | 11.0 | 12.4 | 13.0 | 13.5 | 13.9 |
| Impôts sur le revenu, les bénéfices et les plus-values | 3.1 | 3.2 | 4.0 | 4.2 | 4.6 | 4.6 | 4.1 | 4.4 | 4.9 | 5.2 | 5.4 | 5.6 |
| Taxes intérieures sur les biens et les services | 1.9 | 1.6 | 2.8 | 1.9 | 3.0 | 2.8 | 2.5 | 2.8 | 3.3 | 3.5 | 3.7 | 3.8 |
| Taxes sur le commerce et les transactions internationales | 2.8 | 2.7 | 3.0 | 2.9 | 3.2 | 2.8 | 3.0 | 3.0 | 3.3 | 3.4 | 3.5 | 3.5 |
| Autres impôts hors pétrole | 1.0 | 1.8 | 0.8 | 1.9 | 0.9 | 0.9 | 0.8 | 0.8 | 0.9 | 0.9 | 0.9 | 1.0 |
| Recettes non fiscales | 0.9 | 1.4 | 0.9 | 1.2 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 |
| Total dépenses et prêts nets | 19.0 | 18.2 | 17.0 | 18.2 | 17.5 | 19.2 | 20.9 | 19.2 | 18.7 | 17.9 | 17.9 | 17.8 |
| Dépenses courantes | 15.6 | 13.6 | 13.0 | 13.4 | 12.4 | 15.0 | 15.4 | 13.8 | 13.6 | 13.4 | 13.2 | 12.9 |
| Traitements et salaires | 8.5 | 7.5 | 6.8 | 7.0 | 6.4 | 7.4 | 7.6 | 7.1 | 7.0 | 7.1 | 7.1 | 7.0 |
| Biens et services | 1.9 | 1.5 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 2.2 | 2.2 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 |
| Paiements d'intérêts | 2.5 | 2.4 | 2.4 | 2.3 | 2.3 | 3.0 | 3.1 | 2.9 | 2.9 | 2.8 | 2.6 | 2.4 |
| Transferts et subventions | 2.7 | 2.2 | 2.3 | 2.5 | 2.1 | 2.6 | 2.5 | 2.1 | 2.0 | 1.9 | 1.8 | 1.8 |
| dont: subventions produits pétroliers | 0.4 | 0.3 | 0.0 | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Dépenses d'investissement | 1.5 | 2.6 | 3.2 | 2.8 | 5.0 | 3.9 | 4.3 | 5.4 | 5.1 | 4.5 | 4.7 | 4.9 |
| Financées sur ressources intérieures | 0.8 | 0.9 | 1.3 | 1.8 | 2.1 | 1.4 | 1.6 | 1.8 | 1.9 | 2.2 | 2.5 | 2.7 |
| dont: partenariat public-privé | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Financées sur ressources extérieures | 0.8 | 1.8 | 1.8 | 1.1 | 2.8 | 2.5 | 2.7 | 3.7 | 3.2 | 2.3 | 2.2 | 2.2 |
| Prêts nets | 0.9 | 1.1 | 0.4 | 0.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Fonds routier (FER) et fonds spéciaux | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.1 | 0.1 | 0.2 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Comptes spéciaux 3/ | 0.8 | 0.9 | 0.4 | 1.1 | 0.0 | 0.0 | 1.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Solde global (base engagements) | -2.6 | -1.3 | 1.8 | 1.4 | 1.4 | -2.9 | -5.4 | -3.4 | -1.6 | -0.4 | -0.1 | 0.3 |
| Ajustement base caisse 4/ | -0.8 | -0.3 | -0.1 | -0.5 | 0.1 | 0.1 | 0.0 | -0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Solde global (base caisse) | -3.4 | -1.6 | 1.7 | 0.8 | 1.5 | -2.7 | -5.4 | -3.5 | -1.6 | -0.3 | 0.0 | 0.4 |
| Financement total | 3.4 | 1.6 | -1.7 | -0.8 | -1.5 | 2.7 | 5.4 | 3.5 | 1.6 | 0.3 | 0.0 | -0.4 |
| Emprunts extérieurs (net) | -1.8 | 0.0 | -1.6 | -1.6 | 1.8 | 1.5 | 1.6 | 1.7 | -0.2 | -1.4 | -2.2 | -4.7 |
| Tirages | 0.8 | 1.8 | 1.8 | 1.1 | 2.8 | 2.5 | 2.7 | 3.7 | 3.2 | 2.3 | 2.2 | 2.2 |
| Amortissement | -3.5 | -1.6 | -2.8 | -2.0 | -6.7 | -7.6 | -7.7 | -2.0 | -3.4 | -3.7 | -4.4 | -6.8 |
| Arriérés (réduction de -) | -0.3 | -0.2 | -0.6 | -0.6 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Refinancement (euro-obligations) | 1.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 5.7 | 6.6 | 6.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Emprunts intérieurs (net) | -1.7 | -1.8 | -3.8 | -2.4 | -5.1 | -4.4 | -1.4 | -1.8 | -2.2 | -1.7 | -0.6 | -0.2 |
| Système bancaire | -1.2 | -0.7 | -0.3 | 0.3 | -2.1 | -0.6 | 2.1 | 1.9 | -0.3 | -0.3 | 0.0 | -0.2 |
| Secteur non bancaire 5/ | -0.6 | -2.5 | -3.4 | -2.7 | -2.9 | -3.8 | -3.5 | -3.7 | -1.9 | -1.4 | -0.7 | 0.0 |
| Écart de financement (+ = déficit / - excédent) | 6.9 | 3.4 | 3.7 | 3.1 | 1.8 | 5.6 | 5.2 | 3.7 | 4.0 | 3.4 | 2.8 | 4.5 |
| Financement exceptionnel (hors FMI) | 5.6 | 2.2 | 3.0 | 2.3 | 1.1 | 2.0 | 2.4 | 0.0 | 1.4 | 1.8 | 2.1 | 3.9 |
| Écart résiduel | 1.3 | 1.2 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 3.6 | 2.8 | 3.7 | 2.6 | 1.7 | 0.7 | 0.6 |
| FMI-MEDC | 1.3 | 1.2 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| FMI-IFR-1 | | | | | | 1.0 | 1.0 | | | | | |
| Prop. FMI-IFR-2 | | | | | | | 1.0 | | | | | |
| (Milliards FCFA, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | | |
| Total recettes et dons | 1,423 | 1,581 | 1,868 | 1,931 | 1,929 | 1,446 | 1,344 | 1,476 | 1,714 | 1,888 | 2,071 | 2,255 |
| Total dépenses et prêts nets | 1,649 | 1,702 | 1,692 | 1,796 | 1,806 | 1,720 | 1,848 | 1,796 | 1,878 | 1,928 | 2,079 | 2,215 |
| Solde global | -226 | -121 | 176 | 136 | 140 | -257 | -478 | -320 | -164 | -40 | -9 | 40 |
| Pour mémoire: | | | | | | | | | | | | |
| Dépôts bruts de l'État à la BEAC (pourcentage du PIB) | 3.6 | 3.4 | 4.4 | 2.3 | 7.1 | 4.3 | 2.6 | 2.8 | 3.1 | 3.4 | 3.4 | 3.4 |
| dont Fonds pour les générations futures ou fonds de stabilisation | 0.5 | 0.1 | 1.2 | 0.1 | 3.8 | 1.4 | 0.1 | 0.5 | 1.0 | 1.3 | 1.5 | 0.0 |
| Solde primaire hors pétrole hors transferts de capital | -582 | -479 | -308 | -387 | -303 | -390 | -596 | -456 | -307 | -190 | -167 | -134 |
| En pourcentage du PIB non pétrolier | -9.7 | -7.6 | -4.6 | -5.8 | -4.2 | -5.7 | -8.9 | -6.4 | -4.0 | -2.3 | -1.9 | -1.4 |
| Dettes publiques (pourcentage du PIB) | 62.9 | 60.6 | 56.5 | 58.7 | 55.7 | 68.7 | 74.7 | 74.4 | 71.7 | 68.1 | 64.0 | 60.2 |
| Dettes extérieures (pourcentage du PIB) | 38.7 | 40.0 | 40.5 | 39.2 | 42.4 | 49.8 | 50.6 | 53.5 | 54.7 | 54.5 | 52.6 | 50.1 |
| Dettes intérieures (pourcentage du PIB) | 24.2 | 20.6 | 16.0 | 19.5 | 13.3 | 18.9 | 24.1 | 20.9 | 17.0 | 13.7 | 11.4 | 10.0 |
| dont avances statutaires de la BEAC | 5.2 | 4.8 | 4.6 | 4.6 | 4.4 | 5.0 | 5.1 | 4.8 | 4.0 | 3.3 | 2.6 | 2.0 |
| Stock d'arriérés 6/ | 6.3 | 3.8 | 1.1 | 1.6 | 0.3 | 0.6 | 0.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Extérieurs | 1.3 | 0.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Intérieurs | 5.0 | 3.1 | 1.1 | 1.6 | 0.3 | 0.6 | 0.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Remboursements de TVA | 3.8 | 3.1 | 1.1 | 1.6 | 0.3 | 0.6 | 0.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Instances exceptionnelles 7/ | 1.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Service de la dette | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| PIB aux prix du marché | 8,669 | 9,369 | 9,937 | 9,887 | 10,332 | 8,980 | 8,860 | 9,349 | 10,033 | 10,746 | 11,586 | 12,449 |

Sources: autorités gabonaises; estimations et projections des services du FMI.

1/ Rapport des services du FMI pour la troisième revue de l'accord élargi au titre du mécanisme élargi de crédit (16 décembre 2019; Rapport de pays n° 19/389).

2/ Rapport des services du FMI pour la demande d'achat au titre de l'instrument de financement rapide (9 avril 2020; Rapport de pays n° 20/109).

3/ Comprend les transferts nets aux fonds spéciaux financés par les recettes affectées.

4/ Enregistre les dépenses sur les ordonnancements de l'exercice précédent moins les ordonnancements réglés l'exercice suivant.

5/ Comprend les titres détenus par le secteur non bancaire, le paiement d'arriérés de remboursement de TVA, et la titrisation de dépenses extrabudgétaires antérieures.

6/ L'apurement des instances exceptionnelles et les arriérés d'intérêts sont inclus dans l'ajustement base caisse au dessus de la ligne, tandis que tous les autres apurements d'arriérés sont enregistrés en dessous de la ligne.

7/ Après 2017, les instances exceptionnelles deviennent nulles et les instances normales ne peuvent pas dépasser 10 % de la somme des dépenses courantes (hors salaires et intérêts) plus les investissements financés sur ressources intérieures.

Tableau 3c. Gabon : Comptes de l'administration centrale, 2017–25
(en pourcentage du PIB non pétrolier ; en milliards de francs CFA)

| | 2017 | 2018 | 2019 | | 2020 | | | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|-------|----------|-------|-----------------------|-----------------------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | Réal. | Prel. | Prog. 1/ | Prel. | 4 ^{ème} Rev. | 5 ^{ème} Rev. | IFR-1. 2/ | Proj. | Proj. | | | |
| | (Pourcentage du PIB non pétrolier) | | | | | | | | | | | |
| Totale recette et dons | 23.6 | 25.0 | 27.8 | 29.0 | 27.1 | 21.4 | 20.4 | 20.8 | 22.3 | 22.8 | 22.9 | 23.0 |
| Recettes | 23.6 | 25.0 | 27.8 | 29.0 | 26.9 | 21.1 | 20.1 | 20.8 | 22.3 | 22.8 | 22.9 | 23.0 |
| Recettes pétrolières | 9.5 | 9.2 | 10.7 | 11.2 | 9.5 | 5.8 | 5.9 | 5.8 | 5.6 | 5.4 | 5.1 | 4.9 |
| Recettes non pétrolières | 14.1 | 15.8 | 17.1 | 17.8 | 17.3 | 15.3 | 14.2 | 15.0 | 16.7 | 17.4 | 17.8 | 18.1 |
| Recettes fiscales | 12.8 | 13.8 | 15.8 | 16.1 | 16.8 | 14.7 | 13.6 | 14.5 | 16.2 | 16.9 | 17.3 | 17.6 |
| Impôts sur le revenu, les bénéficiaires et les plus-values | 4.5 | 4.7 | 5.9 | 6.2 | 6.6 | 6.1 | 5.4 | 5.8 | 6.4 | 6.7 | 7.0 | 7.2 |
| Taxes intérieures sur les biens et les services | 2.8 | 2.3 | 4.1 | 2.8 | 4.3 | 3.7 | 3.2 | 3.7 | 4.2 | 4.6 | 4.7 | 4.8 |
| Taxes sur le commerce et les transactions internationales | 4.1 | 4.0 | 4.5 | 4.3 | 4.7 | 3.7 | 3.9 | 4.0 | 4.3 | 4.4 | 4.4 | 4.4 |
| Autres impôts hors pétrole | 1.4 | 2.7 | 1.2 | 2.8 | 1.2 | 1.2 | 1.0 | 1.1 | 1.2 | 1.2 | 1.2 | 1.2 |
| Recettes non fiscales | 1.3 | 2.0 | 1.3 | 1.7 | 0.5 | 0.6 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 |
| Total dépenses et prêts nets | 27.4 | 26.9 | 25.2 | 27.0 | 25.1 | 25.1 | 27.6 | 25.3 | 24.4 | 23.2 | 23.0 | 22.6 |
| Dépenses courantes | 22.4 | 20.1 | 19.2 | 19.8 | 17.8 | 19.8 | 20.4 | 18.1 | 17.8 | 17.4 | 17.0 | 16.5 |
| Traitements et salaires | 12.2 | 11.1 | 10.0 | 10.3 | 9.2 | 9.7 | 10.1 | 9.3 | 9.2 | 9.2 | 9.1 | 8.9 |
| Biens et services | 2.8 | 2.2 | 2.4 | 2.3 | 2.2 | 2.8 | 2.9 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 |
| Paiements d'intérêts | 3.6 | 3.6 | 3.5 | 3.4 | 3.4 | 3.9 | 4.1 | 3.9 | 3.7 | 3.6 | 3.4 | 3.1 |
| Transferts et subventions | 3.8 | 3.2 | 3.4 | 3.8 | 3.0 | 3.4 | 3.3 | 2.8 | 2.6 | 2.4 | 2.3 | 2.3 |
| dont: subventions produits pétroliers | 0.6 | 0.4 | 0.0 | 0.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Dépenses d'investissement | 2.2 | 3.9 | 4.7 | 4.2 | 7.1 | 5.2 | 5.7 | 7.1 | 6.7 | 5.8 | 6.1 | 6.2 |
| Financées sur ressources intérieures | 1.1 | 1.3 | 2.0 | 2.6 | 3.1 | 1.9 | 2.1 | 2.3 | 2.5 | 2.9 | 3.2 | 3.4 |
| dont: partenariat public-privé | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Financées sur ressources extérieures | 1.1 | 2.6 | 2.7 | 1.6 | 4.1 | 3.3 | 3.5 | 4.8 | 4.2 | 3.0 | 2.9 | 2.8 |
| Prêts nets | 1.3 | 1.6 | 0.6 | 1.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Fonds routier (FER) et fonds spéciaux | 0.3 | 0.0 | 0.0 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Comptes spéciaux 3/ | 1.1 | 1.3 | 0.6 | 1.6 | 0.0 | 0.0 | 1.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Solde global (base engagements) | -3.8 | -1.9 | 2.6 | -2.0 | 2.0 | -3.8 | -7.1 | -4.5 | -2.1 | -0.5 | -0.1 | 0.4 |
| Ajustement base caisse 4/ | -1.2 | -0.4 | -0.1 | -0.8 | 0.2 | 0.2 | 0.0 | -0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Solde global (base caisse) | -4.9 | -2.3 | 2.5 | 1.3 | 2.1 | -3.6 | -7.2 | -4.6 | -2.1 | -0.4 | 0.0 | 0.5 |
| Financement total | 4.9 | 2.3 | -2.5 | -1.3 | -2.1 | 3.6 | 7.2 | 4.6 | 2.1 | 0.4 | 0.0 | -0.5 |
| Emprunts extérieurs (net) | -2.6 | -0.1 | -2.4 | -2.3 | 2.6 | 2.0 | 2.2 | 2.2 | -0.3 | -1.9 | -2.8 | -5.9 |
| Tirages | 1.1 | 2.6 | 2.7 | 1.6 | 4.1 | 3.3 | 3.5 | 4.8 | 4.2 | 3.0 | 2.9 | 2.8 |
| Amortissement | -5.1 | -2.4 | -4.2 | -3.0 | -9.7 | -10.0 | -10.2 | -2.7 | -4.5 | -4.9 | -5.6 | -8.7 |
| Arriérés (réduction = -) | -0.4 | -0.3 | -0.9 | -0.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Refinancement (euro-obligations) | 1.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 8.2 | 8.7 | 8.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Emprunts intérieurs (net) | -2.5 | -2.7 | -5.5 | -3.5 | -7.3 | -5.8 | -1.8 | -2.4 | -2.9 | -2.2 | -0.8 | -0.3 |
| Système bancaire | -1.7 | 1.1 | -0.5 | 0.5 | -3.0 | -0.8 | 2.8 | 2.5 | -0.4 | -0.4 | 0.1 | -0.3 |
| Secteur non bancaire 5/ | -0.8 | -3.8 | -5.1 | -4.0 | -4.2 | -5.0 | -4.7 | -4.9 | -2.5 | -1.9 | -0.9 | 0.0 |
| Écart de financement (+ = déficit / - excédent) | 10.0 | 5.1 | 5.5 | 4.6 | 2.6 | 7.4 | 6.9 | 4.8 | 5.2 | 4.5 | 3.5 | 5.7 |
| Financement exceptionnel (hors FMI) | 8.1 | 3.3 | 4.4 | 3.5 | 1.6 | 2.6 | 3.2 | 0.0 | 1.9 | 2.3 | 2.6 | 5.0 |
| Écart résiduel | 1.9 | 1.8 | 1.1 | 1.1 | 1.0 | 4.8 | 3.7 | 4.8 | 3.4 | 2.1 | 0.9 | 0.7 |
| FMI-MEDC | 1.9 | 1.8 | 1.1 | 1.1 | 1.0 | 1.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| FMI-IFR-1 | | | | | | | 1.3 | 1.3 | | | | |
| Prop. FMI-IFR-2 | | | | | | | | 1.3 | | | | |
| | (Milliards FCFA, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | |
| Total recettes et dons | 1,423 | 1,581 | 1,868 | 1,931 | 1,929 | 1,446 | 1,344 | 1,476 | 1,714 | 1,888 | 2,071 | 2,255 |
| Total dépenses et prêts nets | 1,649 | 1,702 | 1,692 | 1,796 | 1,806 | 1,720 | 1,848 | 1,796 | 1,878 | 1,928 | 2,079 | 2,215 |
| Solde global | -226 | -121 | 176 | 136 | 140 | -257 | -478 | -320 | -164 | -40 | -9 | 40 |
| Pour mémoire: | | | | | | | | | | | | |
| Dépôts bruts de l'État à la BEAC (pourcentage du PIB) | 5.2 | 5.0 | 6.5 | 3.5 | 10.2 | 5.7 | 3.5 | 2.8 | 3.1 | 3.4 | 3.4 | 3.4 |
| dont Fonds pour les générations futures ou fonds de stabilisation | 0.5 | 0.1 | 1.3 | 0.1 | 4.1 | 1.7 | 0.1 | 0.5 | 1.0 | 1.3 | 1.5 | 0.0 |
| Solde globale (pourcentage du PIB) | -3.8 | -1.9 | 2.6 | 2.0 | 2.0 | -3.8 | -7.1 | -3.4 | -1.6 | -0.4 | -0.1 | 0.3 |
| Solde primaire hors pétrole hors transferts de capital | -5.82 | -4.79 | -3.08 | -3.87 | -3.03 | -3.90 | -5.96 | -4.56 | -3.07 | -1.90 | -1.67 | -1.34 |
| En pourcentage du PIB non pétrolier | -9.7 | -7.6 | -4.6 | -5.8 | -4.2 | -5.7 | -8.9 | -6.4 | -4.0 | -2.3 | -1.9 | -1.4 |
| Recettes pétrolières (pourcentage du PIB pétrolières) | 21.7 | 19.1 | 22.4 | 23.1 | 21.7 | 18.6 | 18.3 | 18.3 | 18.3 | 18.3 | 18.1 | 18.0 |
| Dette publique (pourcentage du PIB) | 90.5 | 89.8 | 83.5 | 87.2 | 80.1 | 90.3 | 98.9 | 90.5 | 86.8 | 81.1 | 75.7 | 70.5 |
| Dette extérieure (pourcentage du PIB) | 55.7 | 59.2 | 59.9 | 58.2 | 61.0 | 65.4 | 67.0 | 65.1 | 66.2 | 64.8 | 62.2 | 58.8 |
| Dette intérieure (pourcentage du PIB) | 34.8 | 30.6 | 23.7 | 28.9 | 19.1 | 24.8 | 31.9 | 25.4 | 20.6 | 16.2 | 13.5 | 11.8 |
| dont avances statutaires de la BEAC | 7.5 | 7.2 | 6.7 | 6.8 | 6.3 | 6.6 | 6.8 | 4.2 | 4.0 | 3.3 | 2.6 | 2.0 |
| Stock d'arriérés (pourcentage du PIB) 6/ | 9.1 | 5.6 | 1.6 | 2.3 | 0.4 | 0.7 | 1.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Extérieurs | 1.9 | 1.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Intérieurs | 7.2 | 4.6 | 1.6 | 2.3 | 0.4 | 0.7 | 1.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Remboursements de TVA | 5.4 | 4.6 | 1.6 | 2.3 | 0.4 | 0.7 | 1.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Instances exceptionnelles 7/ | 1.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Service de la dette | 0.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| PIB aux prix du marché | 6,024 | 6,319 | 6,725 | 6,657 | 7,181 | 6,839 | 6,698 | 7,108 | 7,685 | 8,293 | 9,031 | 9,793 |

Sources: autorités gabonaises; estimations et projections des services du FMI.

1/ Rapport des services du FMI pour la troisième revue de l'accord élargi au titre du mécanisme élargi de crédit (16 décembre 2019; Rapport de pays n° 19/389).

2/ Rapport des services du FMI pour la demande d'achat au titre de l'instrument de financement rapide (9 avril 2020; Rapport de pays n° 20/109).

3/ Comprend les transferts nets aux fonds spéciaux financés par les recettes affectées.

4/ Enregistre les dépenses sur les ordonnancements de l'exercice précédent moins les ordonnancements réglés l'exercice suivant.

5/ Comprend les titres détenus par le secteur non bancaire, le paiement d'arriérés de remboursement de TVA, et la titrisation de dépenses extrabudgétaires antérieures.

6/ L'apurement des instances exceptionnelles et les arriérés d'intérêts sont inclus dans l'ajustement base caisse au dessus de la ligne, tandis que tous les autres apurements d'arriérés sont enregistrés en dessous de la ligne.

7/ Après 2017, les instances exceptionnelles deviennent nulles et les instances normales ne peuvent pas dépasser 10 % de la somme des dépenses courantes (hors salaires et intérêts) plus les investissements financés sur ressources intérieures.

Tableau 4a. Gabon : Financement du déficit budgétaire, 2017–21
(en milliards de francs CFA)

| | 2017 | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 |
|--|-------|-------|----------|-------|--|-----------|--------|-------|
| | | Est. | Prog. 1/ | Prel. | 4 ^{ème} & 5 ^{ème} Rev. | IFR-1. 2/ | Proj. | Proj. |
| (Milliards FCFA) | | | | | | | | |
| A. Solde budgétaire (base caisse) | 296.6 | 146.5 | -166.8 | -83.7 | -152.4 | 245.2 | 481.1 | 327.2 |
| B. Autres besoins de financement | 695.4 | 550.2 | 946.9 | 630.4 | 1423.1 | 1286.1 | 1096.0 | 648.2 |
| Amortissement (arriérés compris) | 581.9 | 478.9 | 613.0 | 544.0 | 1000.1 | 983.4 | 1014.9 | 510.2 |
| Extérieures | 331.8 | 170.4 | 345.0 | 259.8 | 695.4 | 686.4 | 686.4 | 188.7 |
| Amortissement exigible | 306.3 | 149.8 | 283.2 | 200.5 | 695.4 | 686.4 | 686.4 | 188.7 |
| Arriérés sur amortissement | 25.5 | 20.7 | 61.8 | 59.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Intérieures | 250.1 | 308.5 | 267.9 | 284.2 | 304.7 | 297.0 | 328.5 | 321.4 |
| Rachats bon du Trésor | 93.2 | 229.5 | 190.3 | 209.6 | 229.8 | 208.5 | 208.5 | 190.5 |
| Moratoire dette | 134.5 | 76.3 | 72.6 | 45.5 | 75.0 | 88.6 | 105.0 | 124.2 |
| Autres | 22.4 | 2.7 | 5.0 | 29.2 | 0.0 | 0.0 | 15.0 | 6.8 |
| BEAC | 82.8 | 0.1 | 123.5 | -82.8 | 294.5 | 151.3 | 0.0 | 31.2 |
| Remboursement des avances statutaires | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Autres dépôts | 82.8 | 0.1 | 123.5 | -82.8 | 294.5 | 151.3 | 0.0 | 31.2 |
| Remboursement des arriérés TVA | 20.9 | 33.9 | 187.1 | 139.1 | 77.7 | 100.6 | 72.0 | 81.9 |
| Autres (coûts de restructuration compris) | 7.8 | 32.8 | 12.0 | 18.6 | 50.8 | 50.8 | 9.1 | 25.0 |
| Arriérés sur amortissement intérieur (réduction) | 2.1 | 4.5 | 11.4 | 11.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| C=A+B Total besoins de financement | 992.0 | 696.7 | 780.1 | 546.7 | 1270.7 | 1531.3 | 1577.1 | 975.4 |
| D. Source de financement identifiées | 390.2 | 375.5 | 412.4 | 243.8 | 1083.7 | 1025.5 | 1117.6 | 633.1 |
| Extérieures | 177.8 | 165.8 | 183.6 | 106.2 | 878.7 | 820.5 | 831.4 | 343.2 |
| Financement projet (ext.) | 65.3 | 165.8 | 183.6 | 106.2 | 293.2 | 225.3 | 236.3 | 343.2 |
| Refinancement euro-obligations (ext.) | 112.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 585.4 | 595.2 | 595.2 | 0.0 |
| Intérieures | 212.5 | 209.7 | 228.8 | 137.5 | 205.0 | 205.0 | 286.1 | 289.9 |
| Émission bons du Trésor | 112.9 | 85.1 | 167.8 | 186.2 | 150.0 | 52.4 | 52.4 | 41.0 |
| Commercial banks deposit drawdown | 75.2 | 53.9 | 0.0 | 22.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Commercial banks credit | | 67.5 | | -70.8 | | 97.6 | 188.7 | 209.0 |
| Produits de privatisation | 0.0 | 0.0 | 26.0 | 0.0 | 50.0 | 50.0 | 45.0 | 0.0 |
| Recouvrement d'arriérés fiscaux intérieurs | 24.3 | 3.2 | 35.0 | 0.0 | 5.0 | 5.0 | 0.0 | 39.9 |
| E=C-D Écart de financement | 601.8 | 321.2 | 367.6 | 303.0 | 187.0 | 505.8 | 459.6 | 342.3 |
| F. Financement extérieur exceptionnel | 487.8 | 207.3 | 295.5 | 230.2 | 115.0 | 180.6 | 214.9 | 0.0 |
| Multilatéral | 438.6 | 158.1 | 246.3 | 181.0 | 115.0 | 180.6 | 214.9 | 0.0 |
| BAfD | 328.0 | 0.0 | 131.2 | 65.6 | 0.0 | 65.6 | 131.6 | 0.0 |
| Banque mondiale | 110.7 | 0.0 | 115.1 | 115.4 | 115.0 | 115.0 | 83.3 | 0.0 |
| Autres (AFRIEXIM) | 0.0 | 158.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Bilatéral | 49.2 | 49.2 | 49.2 | 49.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| France | 49.2 | 49.2 | 49.2 | 49.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| E-F Besoins de financement résiduels | 113.9 | 113.9 | 72.1 | 72.8 | 72.0 | 325.2 | 244.7 | 342.3 |
| FMI-MEDC | 113.9 | 113.9 | 72.1 | 72.8 | 72.0 | 72.4 | 0.0 | 0.0 |
| FMI-IFR-1 | | | | | | 88.0 | 88.0 | |
| Prop. FMI-IFR-2 | | | | | | | 89.2 | |
| Écart | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 164.8 | 67.5 | 342.3 |
| <i>Pour mémoire :</i> | | | | | | | | |
| Encours des dépôts de l'État à la BEAC | 314.9 | 315.0 | 438.4 | 232.2 | 732.9 | 388.7 | 232.2 | 263.4 |

Sources : autorités gabonaises ; estimations et projections des services du FMI.

^{1/} Rapport des services du FMI pour les quatrième et cinquième revues de l'accord élargi au titre du mécanisme élargi de crédit (16 décembre 2019 ; Rapport de pays n° 19/389).

^{2/} Rapport des services du FMI pour la demande d'achat au titre de l'instrument de financement rapide (9 avril 2020 ; Rapport de pays n° 20/109).

Tableau 4b. Gabon : Financement du déficit budgétaire, 2017–21

(en pourcentage du PIB)

| | 2017 | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 |
|--|------|-------|-------|----------|-------|--|-----------|------|
| | | Proj. | Proj. | Prog. 1/ | Prel. | 4 ^{ème} &5 ^{ème} Rev. | IFR-1. 2/ | |
| (Pourcentage du PIB) | | | | | | | | |
| A. Solde budgétaire (base caisse) | 3.4 | 1.6 | -1.7 | -0.8 | -1.5 | 2.7 | 5.4 | 3.5 |
| B. Autres besoins de financement | 8.0 | 5.9 | 9.5 | 6.4 | 13.8 | 14.3 | 12.4 | 6.9 |
| Amortissement (arriérés compris) | 6.7 | 5.1 | 6.2 | 5.5 | 9.7 | 11.0 | 11.5 | 5.5 |
| Extérieurs | 3.8 | 1.8 | 3.5 | 2.6 | 6.7 | 7.6 | 7.7 | 2.0 |
| Amortissement exigible | 3.5 | 1.6 | 2.8 | 2.0 | 6.7 | 7.6 | 7.7 | 2.0 |
| Arriérés sur amortissement | 0.3 | 0.2 | 0.6 | 0.6 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Intérieurs | 2.9 | 3.3 | 2.7 | 2.9 | 2.9 | 3.3 | 3.7 | 3.4 |
| Rachats bon du Trésor | 1.1 | 2.4 | 1.9 | 2.1 | 2.2 | 2.3 | 2.4 | 2.0 |
| Moratoire dette | 1.6 | 0.8 | 0.7 | 0.5 | 0.7 | 1.0 | 1.2 | 1.3 |
| Autres | 0.3 | 0.0 | 0.1 | 0.3 | 0.0 | 0.0 | 0.2 | 0.1 |
| BEAC | 1.0 | 0.0 | 1.2 | -0.8 | 2.9 | 1.7 | 0.0 | 0.3 |
| Remboursement des avances statutaires | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Autres dépôts | 1.0 | 0.0 | 1.2 | -0.8 | 2.9 | 1.7 | 0.0 | 0.3 |
| Remboursement des arriérés TVA | 0.2 | 0.4 | 1.9 | 1.4 | 0.8 | 1.1 | 0.8 | 0.9 |
| Autres (coûts de restructuration compris) | 0.1 | 0.4 | 0.1 | 0.2 | 0.5 | 0.6 | 0.1 | 0.3 |
| Arriérés sur amortissement intérieur (réduction) | 0.0 | 0.0 | 0.1 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| C=A+B Total besoins de financement | 11.4 | 7.4 | 7.8 | 5.5 | 12.3 | 17.1 | 17.8 | 10.4 |
| D. Source de financement identifiées | 4.5 | 4.0 | 4.2 | 2.5 | 10.5 | 11.4 | 12.6 | 6.8 |
| Extérieures | 2.1 | 1.8 | 1.8 | 1.1 | 8.5 | 9.1 | 9.4 | 3.7 |
| Financement projet (ext.) | 0.8 | 1.8 | 1.8 | 1.1 | 2.8 | 2.5 | 2.7 | 3.7 |
| Refinancement euro-obligations (ext.) | 1.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 5.7 | 6.6 | 6.7 | 0.0 |
| Intérieures | 2.5 | 2.2 | 2.3 | 1.4 | 2.0 | 2.3 | 3.2 | 3.1 |
| Émission bons du Trésor | 1.3 | 0.9 | 1.7 | 1.9 | 1.5 | 0.6 | 0.6 | 0.4 |
| Produits de privatisation | 0.0 | 0.0 | 0.3 | 0.0 | 0.5 | 0.6 | 0.5 | 0.0 |
| Recouvrement d'arriérés fiscaux intérieurs | 0.3 | 0.0 | 0.4 | 0.0 | 0.0 | 0.1 | 0.0 | 0.4 |
| E=C-D Écart de financement | 6.9 | 3.4 | 3.7 | 3.1 | 1.8 | 5.6 | 5.2 | 3.7 |
| F. Financement extérieur exceptionnel | 5.6 | 2.2 | 3.0 | 2.3 | 1.1 | 2.0 | 2.4 | 0.0 |
| Mutlilatéral | 5.1 | 1.7 | 2.5 | 1.8 | 1.1 | 2.0 | 2.4 | 0.0 |
| BAfD | 3.8 | 0.0 | 1.3 | 0.7 | 0.0 | 0.7 | 1.5 | 0.0 |
| Banque mondiale | 1.3 | 0.0 | 1.2 | 1.2 | 1.1 | 1.3 | 0.9 | 0.0 |
| AFREXIM | 0.0 | 1.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Bilatéral | 0.6 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| France | 0.6 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| E-F Besoins de financement résiduels | 1.3 | 1.2 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 3.6 | 2.8 | 3.7 |
| FMI-MEDC | 1.3 | 1.2 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.8 | 0.0 | 0.0 |
| FMI-IFR-1 | | | | | | 1.0 | 1.0 | |
| Prop. FMI-IFR-2 | | | | | | | 1.0 | |
| Écart | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 1.8 | 0.8 | 3.7 |

Sources : autorités gabonaises ; estimations et projections des services du FMI.

^{1/} Rapport des services du FMI pour les quatrième et cinquième revues de l'accord élargi au titre du mécanisme élargi de crédit (16 décembre 2019 ; Rapport de pays n° 19/389)^{2/} Rapport des services du FMI pour la demande d'achat au titre de l'instrument de financement rapide (9 avril 2020 ; Rapport de pays n° 20/109)

Tableau 5. Gabon : Situation monétaire, 2017–21

| | 2017 | 2018 | | | | 2019 | | | | 2020 | | | 2021 | |
|--|-------|-------|------|------|------|------|------|------|------|------|---|-----------------|------|-------|
| | | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 | Est. | 4 ^{ème} &5 ^{ème} Rev. | IFR-1. 2/ Proj. | | Proj. |
| (Milliards FCFA, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | | | | |
| Avoirs extérieurs nets | 549 | 369 | 487 | 449 | 600 | 543 | 519 | 469 | 875 | 480 | 1306 | 470 | 303 | 339 |
| Banque des États d'Afrique centrale (BEAC) | 307 | 232 | 216 | 223 | 419 | 463 | 450 | 341 | 693 | 385 | 1125 | 376 | 208 | 245 |
| Avoirs extérieurs | 537 | 461 | 455 | 512 | 766 | 818 | 804 | 699 | 1113 | 813 | 1621 | 964 | 813 | 845 |
| Passifs extérieurs | -230 | -229 | -239 | -289 | -348 | -355 | -354 | -358 | -420 | -428 | -497 | -588 | -605 | -600 |
| <i>dont</i> : crédit FMI | 111 | 111 | 113 | 169 | 228 | 232 | 232 | 235 | 300 | 304 | 367 | 464 | 481 | 476 |
| Banques créatrices de monnaie | 242 | 137 | 271 | 226 | 182 | 80 | 69 | 129 | 182 | 95 | 182 | 95 | 95 | 95 |
| Avoirs extérieurs | 367 | 272 | 359 | 313 | 312 | 226 | 226 | 287 | 312 | 214 | 312 | 214 | 214 | 214 |
| Passifs extérieurs | -125 | -135 | -88 | -87 | -131 | -146 | -157 | -158 | -131 | -119 | -131 | -119 | -119 | -119 |
| Avoirs intérieurs nets | 1420 | 1600 | 1714 | 1781 | 1672 | 1728 | 1693 | 1761 | 1727 | 1825 | 1712 | 1944 | 2117 | 2322 |
| Crédit intérieur | 1668 | 1768 | 1863 | 1960 | 1931 | 1952 | 1927 | 1937 | 1986 | 2062 | 1971 | 2181 | 2354 | 2559 |
| Créances sur les administrations publiques (net) | 533 | 756 | 792 | 837 | 812 | 849 | 824 | 782 | 760 | 916 | 609 | 1017 | 1281 | 1454 |
| Créances sur l'administration centrale (net) | 599 | 796 | 827 | 880 | 848 | 889 | 859 | 813 | 796 | 959 | 646 | 1060 | 1325 | 1498 |
| BEAC, créances sur l'administration centrale (net) | 249 | 452 | 451 | 485 | 366 | 502 | 476 | 463 | 314 | 525 | 87 | 529 | 702 | 666 |
| BEAC, créances sur l'administration centrale | 564 | 564 | 566 | 622 | 681 | 685 | 684 | 687 | 753 | 757 | 820 | 917 | 934 | 929 |
| Avances statutaires | 453 | 453 | 453 | 453 | 453 | 453 | 453 | 453 | 453 | 453 | 453 | 453 | 453 | 453 |
| Utilisation du crédit du FMI | 111 | 111 | 111 | 169 | 228 | 232 | 232 | 235 | 300 | 304 | 367 | 464 | 481 | 476 |
| Autres | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.5 | 0.0 | 0.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Passifs envers l'administration centrale | -315 | -111 | -115 | -138 | -315 | -183 | -209 | -225 | -438 | -232 | -733 | -389 | -232 | -263 |
| Fonds pour les générations futures/fonds souverain | -47 | -40 | -10 | -11 | -9 | -11 | -12 | -13 | -133 | -13 | -427 | -151 | -13 | -44 |
| Autres dépôts de l'administration centrale et encaisses | -268 | -71 | -104 | -127 | -306 | -172 | -196 | -212 | -306 | -219 | -306 | -237 | -219 | -219 |
| Banques créatrices de monnaie (net) | 415 | 413 | 425 | 435 | 483 | 426 | 419 | 382 | 482 | 434 | 559 | 532 | 623 | 832 |
| Créances sur l'administration centrale | 529 | 515 | 538 | 549 | 542 | 481 | 473 | 463 | 542 | 471 | 618 | 569 | 660 | 869 |
| Passifs envers l'administration centrale | -113 | -102 | -113 | -114 | -59 | -55 | -54 | -81 | -59 | -37 | -59 | -37 | -37 | -37 |
| Créances sur les organismes publics (net) | -66 | -40 | -36 | -43 | -36 | -39 | -36 | -31 | -36 | -43 | -36 | -43 | -43 | -43 |
| Créances hors administrations (net) | 1069 | 973 | 1036 | 1080 | 1119 | 1063 | 1068 | 1124 | 1225 | 1146 | 1361 | 1164 | 1072 | 1105 |
| Autres postes (net) | -248 | -169 | -149 | -179 | -258 | -224 | -234 | -176 | -258 | -237 | -258 | -237 | -237 | -237 |
| Monnaie au sens large (M2) | 1969 | 1968 | 2201 | 2229 | 2278 | 2271 | 2213 | 2230 | 2602 | 2305 | 3018 | 2414 | 2420 | 2662 |
| Numéraire | 305 | 385 | 364 | 406 | 385 | 369 | 323 | 327 | 397 | 366 | 460 | 368 | 369 | 406 |
| Dépôts | 1640 | 1664 | 1868 | 1865 | 1893 | 1903 | 1889 | 1903 | 2205 | 1939 | 2558 | 2046 | 2051 | 2256 |
| (Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | | | | |
| Pour mémoire : | | | | | | | | | | | | | | |
| Monnaie au sens large (M2) | -3.9 | -2.9 | 17.5 | 23.0 | 15.7 | 1.2 | 5.0 | 10.0 | 14.2 | 1.2 | 16.0 | 5.0 | 5.0 | 10.0 |
| Base monétaire | -10.3 | 28.4 | 7.3 | 6.3 | 27.8 | 11.6 | 0.1 | 0.5 | 27.9 | 11.6 | 20.1 | 0.1 | 0.1 | 0.5 |
| Crédit à l'économie | -3.0 | -11.4 | -4.0 | 4.7 | 6.2 | 9.3 | 8.5 | 8.6 | 9.5 | 2.2 | 11.1 | 1.6 | -6.5 | 3.1 |
| Crédit au secteur privé (en pourcentage du PIB non pétrolier) | 17.3 | ... | ... | ... | 17.5 | 17.0 | 15.8 | 15.3 | 18.0 | 17.0 | 18.8 | 16.8 | 15.8 | 15.3 |
| Monnaie au sens large (en pourcentage du PIB global) | 22.7 | ... | ... | ... | 24.3 | 23.3 | 27.3 | 28.5 | 26.2 | 23.3 | 29.2 | 26.9 | 27.3 | 28.5 |
| Vitesse de circulation (PIB non pétrolier/moyenne M2) | 3.2 | 3.3 | 3.1 | 3.0 | 2.8 | 2.8 | 3.0 | 2.9 | 2.8 | 2.8 | 2.6 | 2.9 | 2.8 | 2.8 |

Sources : autorités gabonaises ; estimations et projections des services du FMI.

1/ Rapport des services du FMI pour la troisième revue de l'accord élargi au titre du mécanisme élargi de crédit (16 décembre 2019; Rapport de pays n° 19/389).

2/ Rapport des services du FMI pour la demande d'achat au titre de l'instrument de financement rapide (9 avril 2020; Rapport de pays n° 20/109).

Tableau 6. Gabon : Indicateurs de solidité financière du système bancaire, 2015–19
(En pourcentage)

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 T1 | 2019 T2 | 2019 T3 | 2019 T4 |
|--|-------|-------|-------|-------|------------|------------|------------|------------|
| Adéquation des fonds propres | | | | | | | | |
| Capital réglementaire bancaire total par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques | 8.3 | 8.1 | 12.9 | 13.7 | 15.1 | 15.7 | 13.3 | 17.1 |
| Capital total (valeur nette) par rapport aux actifs | 9.3 | 9.4 | 11.7 | 12.0 | 12.8 | 11.3 | 11.5 | 13.8 |
| Qualité des actifs | | | | | | | | |
| Créances improductives par rapport au total des prêts | 5.3 | 6.6 | 9.1 | 9.6 | 11.4 | 10.9 | 9.8 | 7.1 |
| Créances improductives nettes de dotation en capital | 6.5 | 9.0 | 8.8 | 7.3 | 11.2 | 5.9 | 2.8 | 1.5 |
| Produits et rentabilité | | | | | | | | |
| Revenu net sur capital moyen (ROE) | 13.5 | 36.8 | 22.4 | 55.3 | ... | 26.4 | ... | ... |
| Résultat net sur actif moyen (ROA) | 1.3 | 3.4 | 2.5 | 6.3 | ... | 3.2 | ... | ... |
| Dépenses hors intérêts par rapport au revenu brut | 76.6 | 56.3 | 64.7 | 62.6 | ... | 67.4 | ... | ... |
| Liquidité | | | | | | | | |
| Actifs liquides par rapport au total des actifs | 24.4 | 25.0 | 28.5 | 28.7 | 33.4 | 29.6 | 23.0 | 26.8 |
| Actifs liquides par rapport aux passifs à court terme | 148.3 | 134.0 | 157.1 | 169.7 | 206.9 | 141.9 | 112.5 | 140.1 |

Sources : Autorités gabonaises ; et Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC).

Tableau 7. Gabon : Indicateurs de la capacité à rembourser le FMI, 2020–31

| | Projection | | | | | | | | | | | |
|--|------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
| Obligations du FMI sur la base crédit existant (en millions de DTS) | | | | | | | | | | | | |
| Principal | 0.0 | 6.0 | 23.8 | 74.6 | 116.5 | 89.5 | 62.5 | 56.6 | 38.7 | 14.9 | 0.0 | 0.0 |
| Commissions et intérêts | 3.4 | 6.8 | 6.5 | 5.5 | 3.7 | 2.5 | 1.8 | 1.1 | 0.5 | 0.2 | 0.0 | 0.0 |
| Obligations du FMI sur base crédit existant/prospectif (millions de DTS) | | | | | | | | | | | | |
| Principal | 0.0 | 6.0 | 23.8 | 88.1 | 170.5 | 130.0 | 62.5 | 56.6 | 38.7 | 14.9 | 0.0 | 0.0 |
| Commissions et intérêts | 4.8 | 10.1 | 9.8 | 9.0 | 5.2 | 2.7 | 1.8 | 1.1 | 0.5 | 0.2 | 0.0 | 0.0 |
| Total obligations sur base crédit existant/prospectif | | | | | | | | | | | | |
| En millions de DTS | 4.8 | 16.1 | 33.7 | 97.1 | 175.7 | 132.8 | 64.3 | 57.7 | 39.2 | 15.1 | 0.0 | 0.0 |
| En millions de dollars | 6.8 | 22.8 | 48.0 | 138.9 | 251.3 | 189.9 | 91.9 | 82.5 | 56.1 | 21.6 | 0.1 | 0.0 |
| En pourcentage des exportations de biens et de services | 0.1 | 0.4 | 0.8 | 2.1 | 3.6 | 2.6 | 1.2 | 1.0 | 0.6 | 0.2 | 0.0 | 0.0 |
| En pourcentage du service de la dette 1/ | 0.9 | 3.6 | 6.9 | 16.6 | 23.2 | 16.1 | 7.1 | 5.5 | 6.3 | 1.4 | 0.0 | 0.0 |
| En pourcentage du PIB | 0.0 | 0.1 | 0.3 | 0.8 | 1.3 | 0.9 | 0.4 | 0.3 | 0.2 | 0.1 | 0.0 | 0.0 |
| En pourcentage des réserves internationales brutes | 3.0 | 7.9 | 11.0 | 19.9 | 24.4 | 15.0 | 5.6 | 4.1 | 2.4 | 0.8 | 0.0 | 0.0 |
| En pourcentage de la quote-part | 2.2 | 7.4 | 15.6 | 45.0 | 81.3 | 61.5 | 29.8 | 26.7 | 18.2 | 7.0 | 0.0 | 0.0 |
| Encours crédit du FMI | | | | | | | | | | | | |
| En millions de DTS | 591.1 | 585.1 | 561.3 | 473.2 | 302.7 | 172.7 | 110.2 | 53.6 | 14.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| En millions de dollars | 835.7 | 830.0 | 800.3 | 676.8 | 432.9 | 247.0 | 157.6 | 76.7 | 21.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| En pourcentage des exportations de biens et de services | 16.3 | 15.0 | 13.1 | 10.4 | 6.2 | 3.4 | 2.0 | 0.9 | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| En pourcentage du service de la dette | 115.4 | 131.5 | 115.2 | 80.7 | 39.9 | 21.0 | 12.1 | 5.1 | 2.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| En pourcentage du PIB | 5.7 | 5.3 | 4.8 | 3.8 | 2.2 | 1.2 | 0.7 | 0.3 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| En pourcentage des réserves internationales brutes | 369.4 | 286.7 | 183.4 | 96.8 | 42.0 | 19.5 | 9.5 | 3.8 | 0.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| En pourcentage de la quote-part | 273.6 | 270.9 | 259.9 | 219.1 | 140.1 | 79.9 | 51.0 | 24.8 | 6.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Utilisation nette du crédit du FMI (millions de DTS) | | | | | | | | | | | | |
| Décaissements | 216.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Remboursements | 0.0 | 6.0 | 23.8 | 88.1 | 170.5 | 130.0 | 62.5 | 56.6 | 38.7 | 14.9 | 0.0 | 0.0 |
| Pour mémoire : | | | | | | | | | | | | |
| Exportations de biens et de services (millions de dollars) | 5,121 | 5,517 | 6,113 | 6,517 | 6,934 | 7,356 | 7,814 | 8,306 | 8,937 | 9,682 | 10,564 | 11,610 |
| Service de la dette (millions de dollars) | 724 | 631 | 695 | 838 | 1,084 | 1,176 | 1,300 | 1,492 | 894 | 1,532 | 1,462 | 1,444 |
| PIB nominal (millions de dollars) | 14,761 | 15,702 | 16,839 | 17,995 | 19,370 | 20,798 | 22,262 | 23,848 | 25,656 | 27,276 | 29,049 | 30,711 |
| Réserves officielles brutes imputées au Gabon (millions de dollars) | 226 | 290 | 436 | 699 | 1,032 | 1,267 | 1,654 | 2,033 | 2,387 | 2,708 | 3,009 | 3,310 |
| Quote-part (millions de DTS) | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 |

Source : Estimations et projections des services du FMI.

1/ Le total du service de la dette comprend les remboursements au FMI.

Annexe I. Matrice d'évaluation des risques¹

| Origine des risques | Probabilité relative | Incidence en cas de concrétisation | Riposte recommandée |
|--|----------------------|---|---|
| Risques intérieurs | | | |
| Perturbation de la production pétrolière nationale due au vieillissement des champs et à une production issue des nouveaux projets inférieure aux attentes. | Moyenne | Moyenne Les recettes budgétaires et les exportations sont sensibles aux baisses de la production de pétrole, avec de possibles retombées sur le secteur non pétrolier et non gazier. | Redéfinir les priorités en matière de dépenses budgétaires et accroître l'efficacité des dépenses, tout en soutenant l'activité non pétrolière pendant les mises à l'arrêt. Renforcer l'entretien des installations, prévoir des investissements de rénovation appropriés et encourager l'exploration et la découverte de nouveaux puits de pétrole. |
| Dégradation de la situation politique intérieure. | Moyenne | Moyenne Compte tenu des perceptions de mauvaise gouvernance et de corruption, il sera peut-être difficile de préserver un consensus durable pour gouverner. Cela pourrait mettre en péril les progrès en matière de stabilisation macroéconomique des trois dernières années et faire échouer les principales réformes. | Faire connaître les effets positifs du programme macroéconomique des autorités et renforcer l'inclusivité de la méthode de gestion de l'économie. Redoubler d'efforts pour améliorer la gouvernance. |
| Intensification de la propagation de la pandémie de COVID-19 dans le pays. | Moyenne | Moyenne Une forte propagation pourrait peser sur l'activité économique, perturber les approvisionnements et les transports nationaux et peut-être créer des tensions. | Continuer à faire appliquer les règles de distanciation physique. Renforcer l'état de préparation à la crise dans le système sanitaire pour faire face à une éventuelle flambée. Développer l'aide d'urgence. Redoubler d'efforts pour obtenir des ressources suffisantes destinées à lutter contre les effets de la COVID-19, notamment de la part des partenaires au développement. Veiller à une utilisation efficace des ressources d'urgence liées à la COVID-19, y compris en surveillant de près leur évolution et en imposant une transparence totale. |
| Risques extérieurs | | | |
| Épidémie prolongée de COVID-19. | Forte | Forte Effet négatif sur la croissance d'une réduction des entrées d'investissements directs étrangers et des aides extérieures. La demande et les prix des produits d'exportation chuteraient, ce qui nuirait à l'économie nationale. | Redéfinir les priorités en matière de dépenses budgétaires et accroître l'efficacité des dépenses. Accélérer les réformes visant à remédier aux carences structurelles afin de soutenir la croissance du secteur privé. Stimuler les aides extérieures en respectant mieux la conditionnalité des donateurs et en insistant sur l'utilité et |

| | | | |
|--|--------------|--------------|--|
| Offre excédentaire sur le marché pétrolier. | Forte | Forte | <p>les besoins de la stratégie de développement du Gabon.</p> <p>Accroître les recettes non pétrolières en vue de constituer une marge de manœuvre budgétaire.</p> <p>Redéfinir les priorités en matière de dépenses budgétaires et accroître l'efficacité des dépenses.</p> <p>Accélérer les réformes visant à remédier aux carences structurelles afin de soutenir la croissance du secteur privé.</p> |
| Montée du protectionnisme. | Forte | Forte | <p>Poursuivre l'amélioration du climat des affaires afin d'attirer de nouveaux investissements et de diversifier l'économie.</p> <p>Redéfinir les priorités en matière de dépenses budgétaires et accroître l'efficacité des dépenses, tout en soutenant l'activité non pétrolière.</p> <p>Diversifier la structure de l'économie ainsi que les produits et marchés d'exportation.</p> |

¹ La matrice d'évaluation des risques présente des événements qui pourraient modifier sensiblement le scénario de référence (le scénario le plus probable selon les services du FMI). La probabilité relative correspond à l'évaluation subjective par les services du FMI des risques entourant le scénario de référence (« faible » désigne une probabilité inférieure à 10 %, « moyenne » une probabilité comprise entre 10 % et 30 % et « forte » une probabilité comprise entre 30 % et 50 %). La matrice fait apparaître les vues des services du FMI sur l'origine des risques et le degré général de préoccupation au moment des entretiens avec les autorités. Les risques qui ne s'excluent pas mutuellement peuvent être interdépendants et se concrétiser ensemble. Les mentions « court terme (CT) » et « moyen terme (MT) » indiquent que le risque pourrait se concrétiser dans un délai de respectivement 1 an et 3 ans.

Annexe II. Mesures prévues pour endiguer la COVID-19 au Gabon

(Coût en milliards de francs CFA)¹

| Financement / Dépenses | Mesures | Détail des mesures | Plan initial (pré IFR-1) | Plan actualisé (post-IFR-1) | Exécution (au mois de juillet 2020) | |
|------------------------------|---|--|--------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|---|
| Financement | Fonds spécial de riposte à la COVID-19 | Ressources budgétaires | 5.5 | 5.5 | 5.5 | |
| | | FMI IFR-1 | - | 26.7 | 26.7 | |
| | | Financement des activités du comité de prévention contre la COVID-19 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | |
| | | Valorisation du taux de change | - | 0.0 | 0.0 | |
| | | Recettes opérationnelles (remboursements) | - | 0.0 | 0.0 | |
| | | Don du président Bongo aux « Gabonais économiquement faibles » (GEF) dans le cadre de la caisse d'assurance maladie (CNAMGS) | 2.1 | 2.1 | 2.1 | |
| | Fonds de solidarité face à la COVID-19 | Autres dons | - | 0.1 | 0.1 | |
| | | Ressources budgétaires | 25.0 | 23.9 | 23.9 | |
| | | Dons privés | - | 1.3 | 1.3 | |
| | | Participation de supermarchés privés sous la forme de bons d'achat alimentaires à distribuer | 3.0 | 3.0 | 3.0 | |
| Financement total (A) | | | 35.61 | 62.57 | 62.57 | |
| Dépenses ¹ | Mesures sanitaires | | | | | |
| | Capacités de dépistage/diagnostic de la COVID-19 | Renforcement des capacités dans 7 laboratoires dans le but de parvenir à réaliser 2 000 tests par jour. | 64.0 | 64.0 | 31.8 | |
| | | Mise en place de 60 sites de dépistage dans des hôpitaux, des centres de santé (CHU, HIA, etc.), des infirmeries militaires et des structures privées. | | | | |
| | | Mise en place d'unités mobiles aux grands carrefours à des fins de dépistage mobile. | | | | |
| | | Gratuité du dépistage | | | | Mise en place d'un dépistage gratuit pour l'ensemble de la population. |
| | | Livraison de matériel médical supplémentaire aux professionnels de santé, aux forces de défense et de sécurité et à la population | | | | Acquisition d'équipements de protection individuelle, de ventilateurs et d'autres appareils nécessaires à la riposte sanitaire. |
| | | Campagnes de sensibilisation et de communication | | | | Conduite de campagnes de sensibilisation |
| | Mesures de mise en quarantaine | Réquision d'hôtels (ex : Re-Ndama) | 2.1 | 2.1 | 2.1 | |
| | Financement du ticket modérateur | Financement du ticket modérateur des GEFSOussww | 2.1 | 2.1 | 2.1 | |
| | Sous-total | | | 66.1 | 66.1 | 33.9 |
| | Mesures sociales | | | | | |
| | Règlement des factures | Règlement des factures d'électricité (coût sur 3 mois) | 5.00 | 9.00 | 8.64 | |
| | | Règlement des factures d'eau (coût sur 3 mois) | 2.30 | | | |
| | Fonds d'aide pour les propriétaires lésés par la suspension du versement des loyers | Fonds de 2,5 milliards de FCFA (coût sur 3 mois) | 1.25 | 2.50 | 0.10 | |
| | Banque alimentaire | Création par l'État d'une banque alimentaire afin d'apporter une aide alimentaire aux personnes en situation de détresse et d'urgence (coût sur 3 mois) | 5.00 | 5.00 | 3.00 | |
| | Gratuité des transports publics | Gratuité des transports publics assurés par des entreprises publiques pour l'ensemble des usagers (coût sur 3 mois) | 33.63 | 6.00 | 4.08 | |
| | Préservation du pouvoir d'achat des travailleurs | Mise en place d'une indemnité de chômage technique d'un montant équivalent à 50 à 70 % du salaire brut mensuel hors primes ; maintien intégral (100 %) des faibles revenus compris en 80 et 150 000 FCFA (coût sur 3 mois) | | 2.50 | 0.00 | |
| | Aide aux Gabonais bloqués à l'étranger ² | Rapatriement des Gabonais bloqués à l'étranger ¹ | 0.77 | - | - | |
| | Sous-total | | | 47.18 | 25.00 | 15.82 |
| | Mesures économiques | | | | | |
| | Aide aux petits commerces et aux entreprises de services aux particuliers | Réduction de 50 % des patentes et l'impôt synthétique libérateur | 83.00 | 83.00 | 0.02 | |
| | Remises d'impôt pour les entreprises | Remise d'impôt pour les entreprises citoyennes qui préserveront l'emploi et feront montre de solidarité et d'exemplarité dans cette situation de crise sans précédent. | | | 0.01 | |
| | Défiscalisation des primes exceptionnelles octroyées aux employés | Défiscalisation des primes exceptionnelles octroyées aux employés qui exerceront leur activité professionnelle durant la période de confinement. | | | 0.00 | |
| | Guichet de financement d'urgence pour les entreprises | Création d'un guichet de financement d'urgence pour répondre immédiatement aux besoins urgents de trésorerie des entreprises. | 225.00 | 225.00 | 0.00 | |
| | Moratoire sur les échéances de dette des entreprises | Moratoire sur les échéances de dette envers les banques sans pénalité pour toute entreprise en cessation d'activité ou en grande difficulté liée à la crise. | | | | |
| | Sous-total (hors financement de banques à l'aide de garanties de l'État) | | | 83.00 | 83.00 | 0.02 |
| | Dépenses totales (B) | | | 196.3 | 174.1 | 49.8 |
| Solde (A) - (B) | | | (160.7) | (111.5) | 12.8 | |

Sources : autorités gabonaises ; calculs des services du FMI.

^{1/} Les coûts englobent les dépenses budgétaires de l'administration centrale, le financement extrabudgétaire, l'ajournement d'impôt ou les garanties.

Annexe III. Analyse de viabilité de la dette

La dette publique reste viable, mais la dynamique de la dette s'est aggravée et les risques qui pèsent sur la viabilité de la dette se sont fortement accrus, sur fond de dégradation des perspectives depuis l'approbation du premier achat au titre de l'IFR. Il est maintenant prévu que la dette publique dépassera le repère de risque élevé pour atteindre 74,7 % du PIB en 2020. Son accroissement s'explique par la prise en compte des arriérés intérieurs passés qui ont été validés dans l'encours de la dette, par le creusement du déficit budgétaire et par le ralentissement de la croissance. Les besoins de financement bruts demeurent nettement plus élevés que les moyennes du passé, à 11,6 % en moyenne à moyen terme. La dette reste exposée à des chocs macroéconomiques, en particulier aux chocs sur le taux de change réel et sur le PIB. Elle est orientée à la baisse : selon les projections, elle s'établira à 60,2 % du PIB en 2025. En vue d'atténuer les risques immédiats qui pèsent sur la viabilité de la dette, il sera indispensable de disposer d'assurances de financement plus solides pour les déficits de financement résiduels en 2020 et en 2021. En outre, une stratégie de gestion de la dette crédible à moyen terme ainsi qu'une politique budgétaire prudente joueront un rôle important pour faire face à de gros besoins à terme.

1. La dette publique fin 2019 a été révisée à la hausse essentiellement en raison de la prise en compte des arriérés intérieurs validés dans l'encours de la dette. La dette est passée de 60,9 % du PIB en 2018 à 62,4 % du PIB en 2019 (soit une révision à la hausse de 3,6 points de pourcentage par rapport au moment de l'approbation du premier achat au titre de l'IFR). La révision comprend 282 milliards de francs CFA (2,9 % du PIB) d'arriérés intérieurs validés à l'issue du récent audit du cabinet PwC.

2. La dette et les besoins de financement bruts devraient être plus élevés en 2020 que prévu au moment de l'approbation du premier achat au titre de l'IFR en raison de l'effet plus prononcé du choc de la COVID-19 (graphique 1). D'après les projections du scénario de référence, la dette publique atteindra 74,7 % du PIB en 2020, contre 68,7 % du PIB au moment de l'approbation du premier achat au titre de l'IFR. Cela s'explique par la révision à la hausse de l'encours de la dette en 2019 à la suite de l'audit des arriérés, par le creusement des déficits budgétaires et par une révision de la croissance du PIB réel en 2020 à -2,7 %, contre -0,4 % prévu au moment de l'approbation d'un premier achat au titre de l'IFR et +3,8 % prévu en décembre 2019. Du fait du ralentissement de la croissance, les besoins de financement bruts ont aussi augmenté fortement pour atteindre 17,8 % du PIB en 2020, contre 15,0 % du PIB au moment de l'approbation du premier achat au titre de l'IFR et 9,0 % du PIB dans l'AVD de décembre 2019.¹ S'il est conclu, un

¹ Les besoins de financement bruts pour 2020 incluent 5,0 % du PIB liés au remboursement anticipé des euro-obligations à échéance 2024–25.

accord de restructuration du prêt de l'AFREXIM pourrait alléger quelque peu les tensions sur la liquidité en 2020.¹

3. La dette devrait certes diminuer à moyen terme, mais il sera difficile de faire face à de gros besoins de financement. Lorsque les effets du double choc sur les finances publiques et la croissance s'estomperont, la dette devrait diminuer à compter de 2021 pour atteindre 60,2 % du PIB en 2025. Les besoins de financement bruts s'établiront à 11,6 % du PIB par an en moyenne durant la période 2020–25,³ soit bien plus que la moyenne de 4 % du PIB sur la période 2009–19, en raison des échéances éloignées des euro-obligations et de la dette du secteur officiel. La présente AVD intègre des hypothèses de financement actualisées selon lesquelles les émissions de dette seront plus élevées sur le marché régional à moyen terme et les besoins de financement résiduels en 2021–25 seront couverts par la dette extérieure aux conditions du marché. À titre de comparaison, au moment de l'approbation du premier achat au titre de l'IFR, l'hypothèse retenue était que tous les besoins résiduels seraient couverts par la dette intérieure à court terme, sachant que les besoins de financement bruts s'élèveraient à 12,4 % en moyenne durant la période 2020–25 en raison des échéances plus rapprochées. L'augmentation des émissions sur le marché régional est facilitée par les récentes mesures de soutien à la liquidité prises par la BEAC. L'hypothèse actualisée selon laquelle le Gabon pourrait accéder à des financements extérieurs aux conditions du marché pour répondre à ces besoins de financement résiduels est corroborée par l'embellie des indicateurs sur la perception du marché pour le Gabon depuis avril, comme en témoignent le resserrement des écarts de rendement de l'indice EMBI et un relèvement à « positive » de la perspective de la note attribuée par Moody's. Toutefois, des financements supplémentaires de créanciers officiels ou multilatéraux réduiraient encore les besoins de financement. Le service de la dette en pourcentage des recettes publiques est aussi élevé, à 75 % en moyenne en 2020–25.

4. La trajectoire d'endettement de référence demeure vulnérable à d'autres chocs macroéconomiques (graphique 5). La dette et les besoins de financement bruts dépassent les repères de, respectivement, 70 % du PIB et 15 % du PIB dans le scénario de référence. Ces dépassements s'aggravaient dans tous les scénarios de choc standard, notamment les chocs sur le PIB réel ou sur le taux de change, où la dette culminerait à respectivement 77 % et 81 % du PIB. Un choc combiné (PIB, solde primaire, inflation, taux de change et taux d'intérêt) porterait la dette à 92 % du PIB et les besoins de financement bruts à 22 % du PIB. Ces risques sont particulièrement significatifs, compte tenu du rééquilibrage budgétaire de grande ampleur et de la reprise de la croissance du PIB relativement solide qui sous-tendent le scénario de référence en matière d'endettement et de besoins de financement bruts. De nouveaux chocs sur les cours des produits de base constituent aussi un risque important, notamment si les cours devenaient inférieurs

¹ Les autorités ont indiqué qu'elles étaient parvenues à un accord de restructuration préliminaire du prêt de l'AFREXIM, dont le service de la dette s'élevait à 60,1 milliards de francs CFA au total sur la période juin–décembre 2020, mais les documents relatifs aux caractéristiques finales sont en attente.

³ La présente AVD intègre des hypothèses de financement actualisées selon lesquelles les émissions de dette seront plus nombreuses sur le marché régional à moyen terme et les besoins de financement résiduels en 2021–25 seront couverts par la dette extérieure aux conditions du marché (échéance de 7 ans, délai de grâce de 1 an et taux d'intérêt de 7 %).

à l'hypothèse retenue par les autorités dans la loi de finances rectificative, à savoir 30 dollars le baril. La dette peut aussi être exposée à des risques de passifs conditionnels, étant donné la définition relativement étroite du périmètre de la dette (dette contractée et garantie par l'administration centrale).

5. Le profil de la dette du Gabon reste très vulnérable, comme l'indique la carte de stress.

Le niveau de la dette détenue par des non-résidents et de la dette libellée en devises dépasse les repères supérieurs d'évaluation des risques. Bien que l'écart de rendement de l'indice EMBI du Gabon ait tendance à diminuer, les risques de perception du marché restent élevés, les écarts ayant atteint 1 065 pb en moyenne ces trois derniers mois. Si les besoins de financement extérieur se situent entre les repères inférieur et supérieur d'alerte avancée sur la base des données de 2019, les risques sont probablement beaucoup plus élevés avec un besoin prévu de 25 % du PIB en 2020.

6. Il sera essentiel de mettre en place une stratégie de gestion de la dette crédible à moyen terme pour faire face aux risques élevés de financement. Il sera indispensable de disposer d'assurances de financement plus solides, qui pourraient être obtenues en partie au moyen d'une restructuration de la dette, pour atténuer les risques immédiats qui pèsent sur la viabilité de la dette. Cependant, comme les besoins de financement bruts resteront élevés ces cinq prochaines années, une stratégie s'inscrivant davantage dans le moyen terme s'impose pour faire face à ces besoins. La mobilisation de financements semi-concessionnels pourrait aussi permettre de satisfaire ces besoins. Plus globalement, les autorités devraient reprendre le rééquilibrage budgétaire (notamment accroître les recettes) une fois que les effets du choc de la COVID-19 s'estomperont. En évitant d'accumuler des arriérés extérieurs et intérieurs, elles contribueraient aussi à améliorer l'état d'esprit des investisseurs.

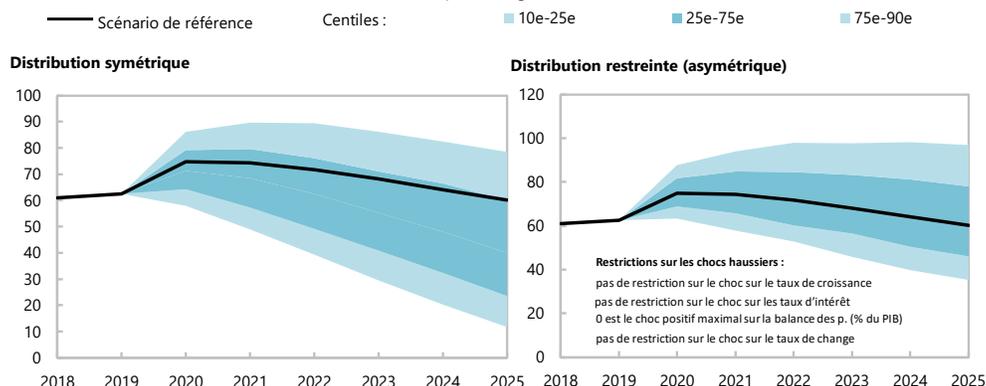
Graphique 1. Gabon : évaluation des risques dans l'analyse de viabilité de la dette publique

Carte de stress

| | | | | | |
|--|------------------------------------|----------------------------------|---|--|------------------------------------|
| Niveau d'endettement ^{1/} | Choc sur la croissance du PIB réel | Choc sur le solde primaire | Choc sur le taux d'intérêt réel | Choc sur le taux de change | Choc sur les passifs conditionnels |
| Besoins bruts de financement ^{2/} | Choc sur la croissance du PIB réel | Choc sur le solde primaire | Choc sur le taux d'intérêt réel | Choc sur le taux de change | Choc sur les passifs conditionnels |
| Profil de la dette ^{3/} | Perception du marché | Besoins de financement extérieur | Variation de la proportion de dette à court terme | Dette publique détenue par des non-résidents | Dette en devises |

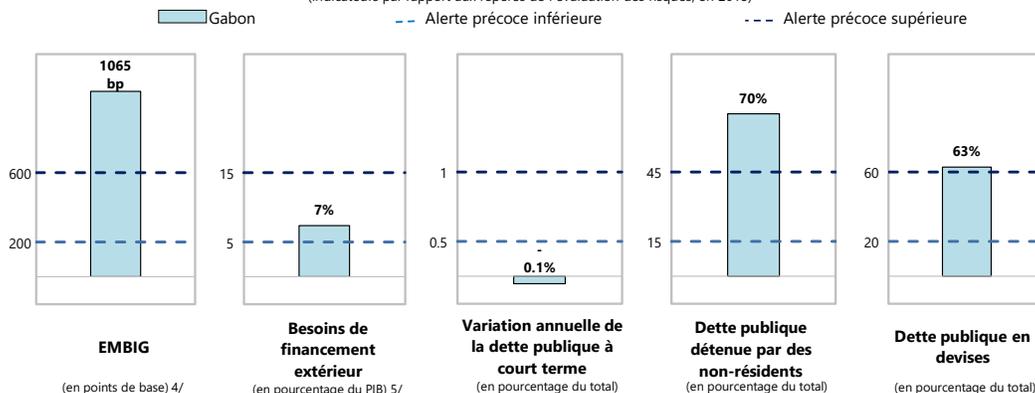
Évolution des densités prédictives de la dette publique nominale brute

(en pourcentage du PIB)



Facteurs de vulnérabilité du profil de la dette

(Indicateurs par rapport aux repères de l'évaluation des risques, en 2018)



Source : services du FMI.

1/ La cellule est colorée en vert si le repère relatif à l'endettement, fixé à 70 %, n'est dépassé ni en cas de réalisation du choc spécifique, ni dans le scénario de référence ; en jaune s'il est dépassé en cas de réalisation du choc spécifique, mais pas dans le scénario de référence ; en rouge s'il est dépassé dans le scénario de référence ; et en blanc si le test de résistance n'est pas pertinent.

2/ La cellule est colorée en vert si le repère relatif aux besoins bruts de financement, fixé à 15 %, n'est dépassé ni en cas de réalisation du choc spécifique, ni dans le scénario de référence ; en jaune s'il est dépassé en cas de réalisation du choc spécifique, mais pas dans le scénario de référence ; en rouge s'il est dépassé dans le scénario de référence ; et en blanc si le test de résistance n'est pas pertinent.

3/ La cellule est colorée en vert si la valeur de la dette du pays est inférieure au repère inférieur de l'évaluation des risques, en rouge si elle dépasse le repère supérieur de l'évaluation des risques et en jaune si elle se situe entre le repère inférieur et le repère supérieur de l'évaluation des risques. Si les données ne sont pas disponibles ou si l'indicateur n'est pas pertinent, la cellule est en blanc.

Les repères inférieurs et supérieurs sont les suivants :

200 et 600 points de base pour les marges sur obligations ; 5 et 15 % du PIB pour les besoins de financement extérieur ; 0,5 et 1 % pour la variation de la proportion de dette à court terme ; 15 et 45 % pour la dette publique détenue par des non-résidents ; et 20 et 60 % pour la proportion de dette libellée en devises.

4/ Écart défini comme la moyenne sur les trois derniers mois.

5/ Le besoin de financement extérieur est défini comme la somme du déficit des transactions courantes, de l'amortissement de la dette extérieure totale à moyen et long terme, et de la dette extérieure totale à court terme en fin de période précédente.

Graphique 2. Gabon : Analyse de viabilité de la dette publique — Réalisme des hypothèses du scénario de référence

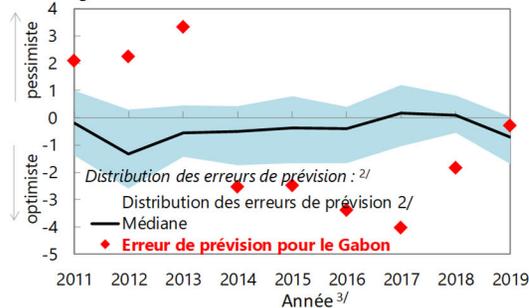
Résultats antérieurs des prévisions, par rapport à tous les pays

Croissance du PIB réel

(en %, effectif-projection)

Gabon median forecast error, 2011-2019: **-1.82**

Rang centile : **8%**

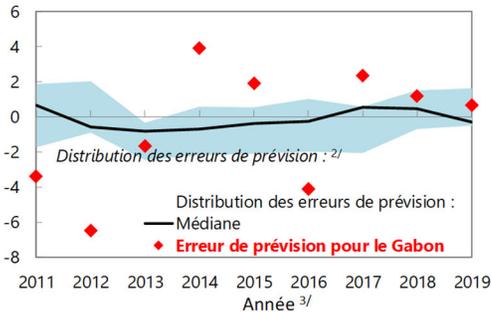


Solde primaire^{1/}

(en % du PIB, effectif-projection)

Gabon median forecast error, 2011-2019: **0.65**

Rang centile : **79%**

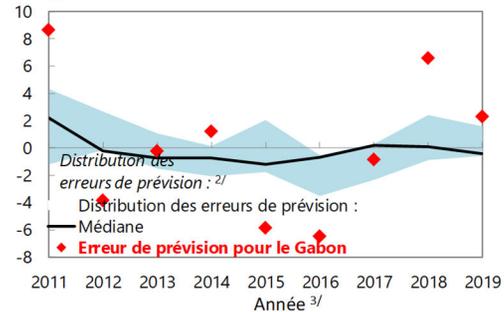


Inflation (déflateur)

(en %, effectif-projection)

Gabon median forecast error, 2011-2019: **-0.19**

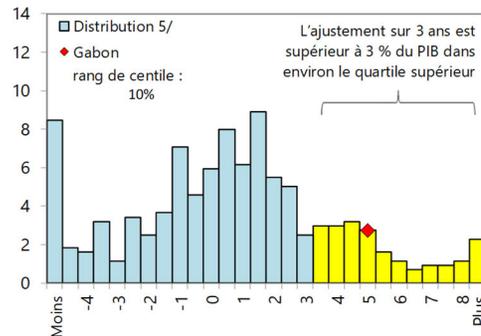
Rang centile : **51%**



Évaluation du réalisme de l'ajustement budgétaire projeté

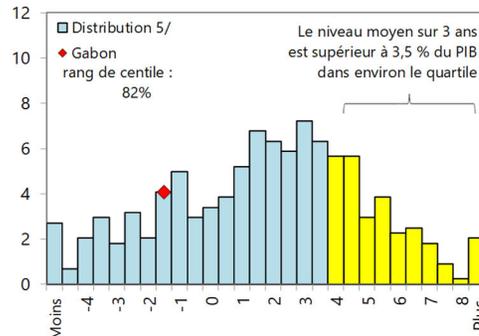
Ajustement sur 3 ans du solde budgétaire corrigé des variations cycliques

(En pourcentage du PIB)



Niveau moyen sur 3 ans du solde primaire corrigé des variations cycliques

(En pourcentage du PIB)

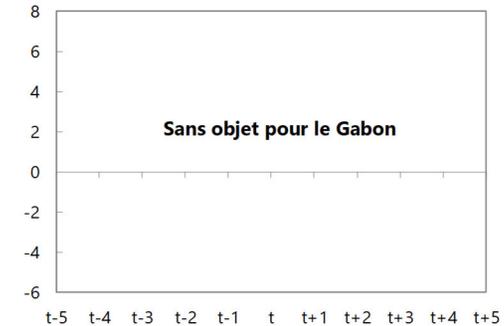


Analyse expansion/récession^{4/}

Croissance du PIB réel

(en pourcentage)

— Gabon



Source : services du FMI.

1/ Le solde primaire hors pétrole est utilisé comme valeur de substitution pour le solde budgétaire corrigé des variations cycliques.

2/ La répartition inclut tous les pays, le classement en centile concerne tous les pays.

3/ Projections faites dans l'édition de printemps des PEM de l'année précédente.

4/ Sans objet pour le Gabon, car ce pays ne satisfait ni au critère d'écart de production, ni à celui de la croissance du crédit privé.

5/ Les données couvrent les observations annuelles de 1990 à 2011 pour les pays avancés et les pays émergents dont la dette dépasse 60 % du PIB. Pourcentage de l'échantillon sur l'axe vertical.

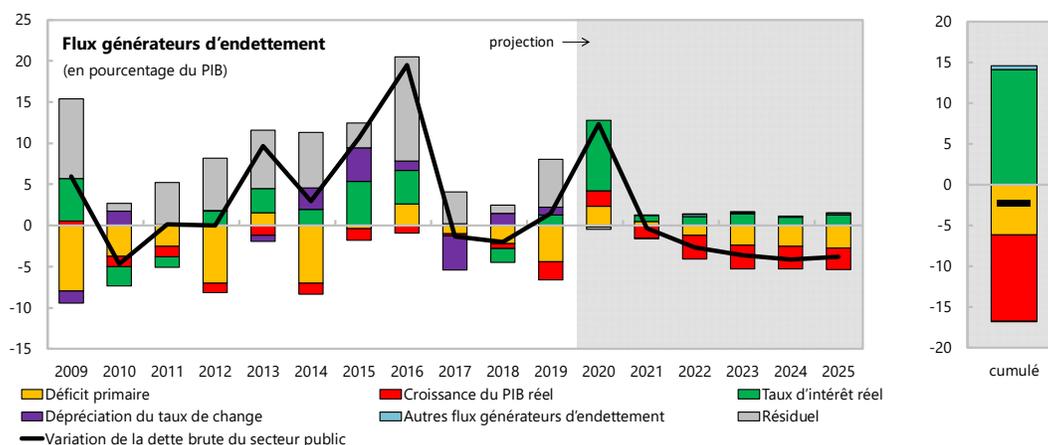
Graphique 3. Gabon : Analyse de viabilité de la dette publique — Scénario de référence (en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

Indicateurs d'endettement, indicateurs économiques et indicateurs de marché ^{1/}

| | Effectif | | | Projections | | | | | | As of June 26, 2020 | | |
|--|-------------------------|------|------|-------------|------|------|------|------|------|------------------------|---------|-------|
| | 2009-2017 ^{2/} | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | | | |
| Dette publique brute nominale | 36.3 | 60.9 | 62.4 | 74.7 | 74.4 | 71.7 | 68.1 | 64.0 | 60.2 | Spreads souverains | | |
| Dont : garanties | 0.2 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.2 | 0.2 | EMBIG (bp) 3/ 766 | | |
| Besoins bruts de financement public | 3.3 | 6.1 | 2.8 | 17.8 | 10.4 | 10.5 | 9.8 | 9.5 | 11.7 | CDS à 5 ans (pdb) n.a. | | |
| Croissance du PIB réel (en pourcentage) | 3.6 | 1.0 | 3.8 | -2.7 | 2.1 | 4.1 | 4.3 | 4.3 | 4.3 | Notation | Foreign | Local |
| Inflation (déflateur du PIB, en %) | -0.6 | 7.0 | 1.7 | -7.9 | 3.3 | 3.1 | 2.7 | 3.4 | 3.0 | Moody's | Caa1 | Caa1 |
| Croissance du PIB nominal (en %) | 3.2 | 8.1 | 5.5 | -10.4 | 5.5 | 7.3 | 7.1 | 7.8 | 7.4 | S&Ps | B | B |
| Taux d'intérêt effectif (en %) ^{4/} | 4.7 | 4.2 | 4.0 | 4.7 | 4.4 | 4.8 | 5.0 | 5.1 | 5.2 | Fitch | CCC | CCC |

Contribution aux variations de la dette publique

| | Effectif | | | Projections | | | | | | cumulé | solde primaire stabilisateur de dette ^{9/} |
|---|-----------|------|------|-------------|------|------|------|------|------|--------|---|
| | 2009-2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | | |
| Variation de la dette publique brute | 4.8 | -2.0 | 1.5 | 12.3 | -0.3 | -2.7 | -3.6 | -4.2 | -3.8 | -2.2 | |
| Flux générateurs d'endettement identifiés | -1.4 | -3.0 | -4.3 | 12.6 | -0.4 | -2.7 | -3.7 | -4.2 | -3.8 | -2.2 | |
| Déficit primaire | -2.8 | -2.2 | -4.4 | 2.3 | 0.5 | -1.2 | -2.4 | -2.6 | -2.8 | -6.1 | -1.1 |
| Recettes primaires (hors intérêts) et dons | 25.0 | 16.9 | 19.5 | 15.5 | 15.8 | 17.1 | 17.6 | 17.9 | 18.1 | 101.9 | |
| Dépenses primaires (hors intérêts) | 22.1 | 14.7 | 15.1 | 17.8 | 16.3 | 15.9 | 15.2 | 15.3 | 15.4 | 95.8 | |
| Dynamique automatique de la dette ^{5/} | 1.4 | -0.8 | 0.1 | 10.5 | -0.8 | -1.8 | -1.4 | -1.7 | -1.3 | 3.5 | |
| Écart taux d'intérêt/croissance ^{6/} | 1.0 | -2.3 | -0.9 | 10.5 | -0.8 | -1.8 | -1.4 | -1.7 | -1.3 | 3.5 | |
| Dont : taux d'intérêt réel | 2.0 | -1.7 | 1.3 | 8.6 | 0.8 | 1.1 | 1.4 | 1.0 | 1.3 | 14.2 | |
| Dont : croissance du PIB réel | -0.9 | -0.6 | -2.2 | 1.9 | -1.5 | -2.8 | -2.9 | -2.7 | -2.6 | -10.7 | |
| Dépréciation du taux de change ^{7/} | 0.4 | 1.5 | 1.0 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | |
| Autres flux générateurs d'endettement identifiés | 0.0 | 0.0 | 0.0 | -0.2 | -0.1 | 0.2 | 0.1 | 0.0 | 0.3 | 0.4 | |
| Recettes privat. & recouv. impôt en retard (nég.) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | -0.2 | -0.4 | -0.3 | -0.3 | -0.2 | 0.0 | -1.4 | |
| Passifs conditionnels | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | |
| Accumulation dépôts dans syst. bancaire | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.3 | 0.5 | 0.5 | 0.3 | 0.3 | 1.8 | |
| Résiduel, y compris variations des actifs ^{8/} | 6.2 | 1.0 | 5.8 | -0.3 | 0.0 | 0.1 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | |



Source : services du FMI.

1/ Le secteur public est défini comme les administrations publiques et comprend les garanties publiques.

2/ D'après les données disponibles.

3/ EMBIG.

4/ Défini comme les paiements d'intérêts divisés par l'encours de dette (hors garanties) à la fin de l'exercice précédent.

5/ Calculée de la façon suivante : $[(r - \pi(1+g) - g + ae(1+r))/(1+g+\pi+gn)]$ multiplié par le ratio d'endettement de la période précédente, avec r = taux d'intérêt nominal effectif ; π = taux de croissance du déflateur du PIB ; g = taux de croissance du PIB réel ; a = proportion de la dette libellée en devises ; et e = dépréciation du taux de change nominal (mesurée par l'augmentation de la valeur du dollar américain en monnaie nationale).

6/ La contribution du taux d'intérêt réel est calculée sur la base du numérateur de la note 5, à savoir $r - \pi(1+g)$, et de la contribution de la croissance réelle, à savoir $-g$.

7/ La contribution du taux de change est calculée à partir du numérateur de la note 5, à savoir $ae(1+r)$.

8/ Inclut les variations du stock des garanties, des actifs, et la reconnaissance d'arriérés. Pour les projections, inclut les variations de taux de change au cours de la période examinée.

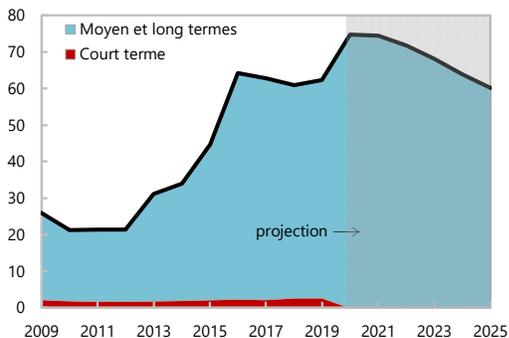
9/ Suppose que les variables clés (croissance du PIB réel, taux d'intérêt réel et autres flux générateurs d'endettement identifiés) restent au niveau de l'année de projection précédente.

Graphique 4. Gabon : Analyse de viabilité de la dette publique — Composition de la dette publique et autres scénarios

Composition de la dette publique

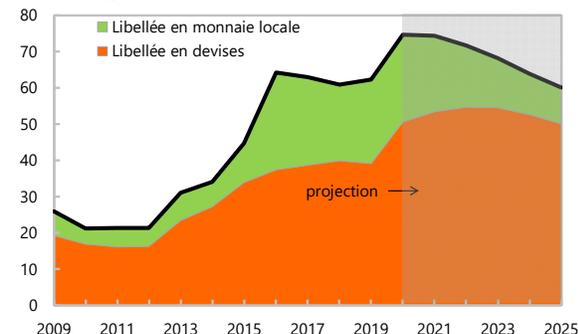
Par échéance

(en pourcentage du PIB)



Par monnaie

(en pourcentage du PIB)

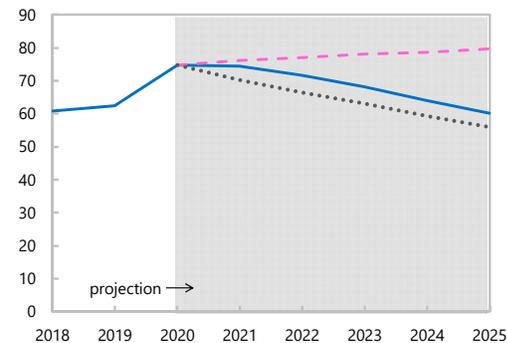


Autres scénarios

— Scénario de référence Historique - - - - - Solde primaire constant

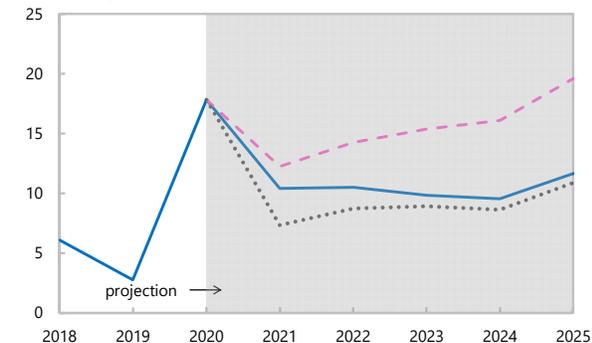
Dettes publiques nominales brutes

(en pourcentage du PIB)



Besoins bruts de financement public

(en pourcentage du PIB)



Hypothèses sous-jacentes

(en pourcentage)

| Scénario de référence | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|-------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Croissance du PIB réel | -2.7 | 2.1 | 4.1 | 4.3 | 4.3 | 4.3 |
| Inflation | -7.9 | 3.3 | 3.1 | 2.7 | 3.4 | 3.0 |
| Solde primaire | -2.3 | -0.5 | 1.2 | 2.2 | 2.3 | 2.3 |
| Taux d'intérêt effectif | 4.7 | 4.4 | 4.8 | 5.0 | 5.2 | 5.3 |

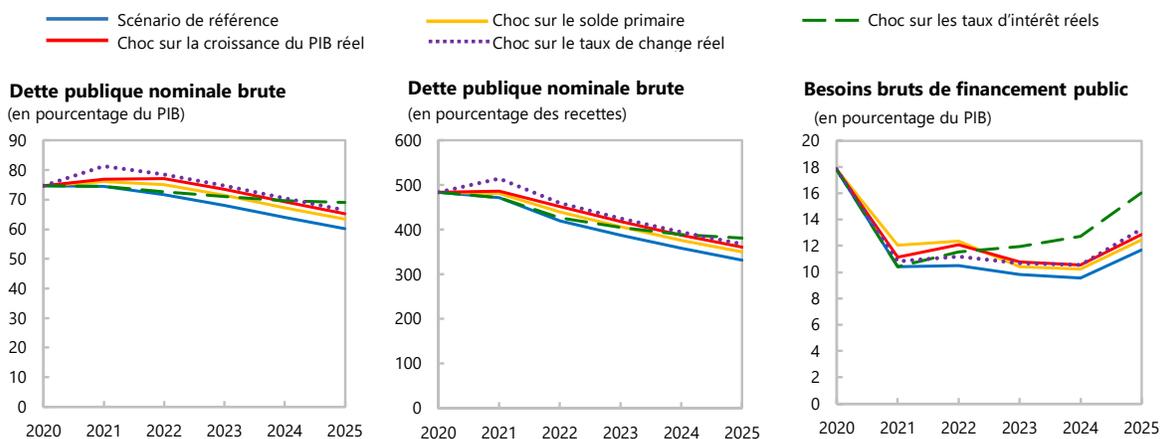
| Scénario de solde primaire constant | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|-------------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Croissance du PIB réel | -2.7 | 2.1 | 4.1 | 4.3 | 4.3 | 4.3 |
| Inflation | -7.9 | 3.3 | 3.1 | 2.7 | 3.4 | 3.0 |
| Solde primaire | -2.3 | -2.3 | -2.3 | -2.3 | -2.3 | -2.3 |
| Taux d'intérêt effectif | 4.7 | 4.4 | 4.8 | 5.0 | 5.2 | 5.3 |

| Scénario historique | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|-------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Croissance du PIB réel | -2.7 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 |
| Inflation | -7.9 | 3.3 | 3.1 | 2.7 | 3.4 | 3.0 |
| Solde primaire | -2.3 | 2.4 | 2.4 | 2.4 | 2.4 | 2.4 |
| Taux d'intérêt effectif | 4.7 | 4.4 | 4.7 | 4.8 | 5.0 | 5.1 |

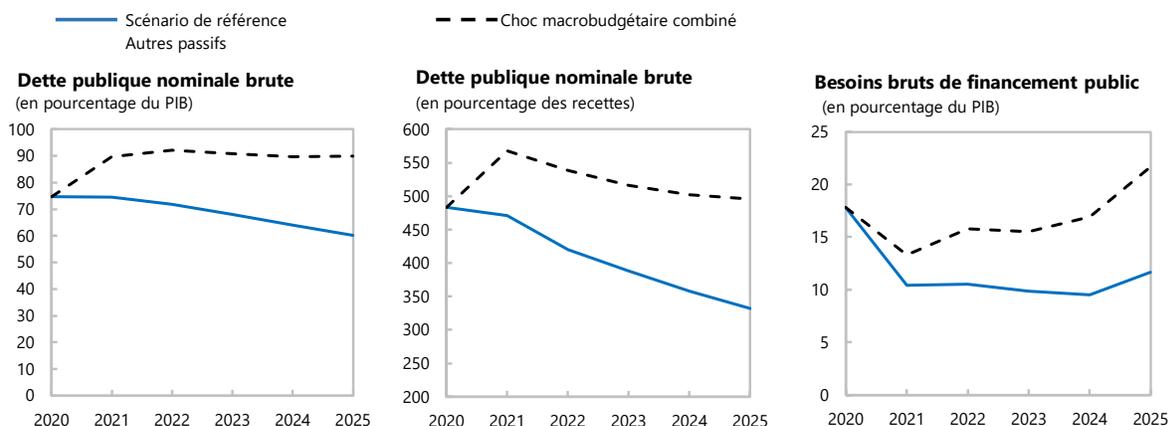
Source : services du FMI.

Graphique 5. Gabon : Analyse de viabilité de la dette publique — Tests de résistance

Tests de résistance macrobudgétaire



Tests de résistance complémentaires



Hypothèses sous-jacentes (en pourcentage)

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|--|------|------|------|------|------|------|
| Choc sur le solde primaire | | | | | | |
| Croissance du PIB réel | -2.7 | 2.1 | 4.1 | 4.3 | 4.3 | 4.3 |
| Inflation | -7.9 | 3.3 | 3.1 | 2.7 | 3.4 | 3.0 |
| Solde primaire | -2.3 | -2.1 | -0.4 | 2.2 | 2.3 | 2.3 |
| Taux d'intérêt effectif | 4.7 | 4.4 | 4.9 | 5.1 | 5.3 | 5.3 |
| Choc sur les taux d'intérêt réels | | | | | | |
| Croissance du PIB réel | -2.7 | 2.1 | 4.1 | 4.3 | 4.3 | 4.3 |
| Inflation | -7.9 | 3.3 | 3.1 | 2.7 | 3.4 | 3.0 |
| Solde primaire | -2.3 | -0.5 | 1.2 | 2.2 | 2.3 | 2.3 |
| Taux d'intérêt effectif | 4.7 | 4.4 | 6.3 | 7.9 | 9.4 | 10.5 |
| Choc combiné | | | | | | |
| Croissance du PIB réel | -2.7 | -0.1 | 1.9 | 4.3 | 4.3 | 4.3 |
| Inflation | -7.9 | 2.8 | 2.5 | 2.7 | 3.4 | 3.0 |
| Solde primaire | -2.3 | -2.1 | -0.4 | 2.2 | 2.3 | 2.3 |
| Taux d'intérêt effectif | 4.7 | 5.1 | 6.4 | 8.1 | 9.5 | 10.6 |

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|--|------|------|------|------|------|------|
| Choc croissance PIB réel | | | | | | |
| Croissance du PIB réel | -2.7 | -0.1 | 1.9 | 4.3 | 4.3 | 4.3 |
| Inflation | -7.9 | 2.8 | 2.5 | 2.7 | 3.4 | 3.0 |
| Solde primaire | -2.3 | -0.9 | 0.3 | 2.2 | 2.3 | 2.3 |
| Taux d'intérêt effectif | 4.7 | 4.4 | 4.8 | 5.0 | 5.2 | 5.3 |
| Choc sur le taux de change réel | | | | | | |
| Croissance du PIB réel | -2.7 | 2.1 | 4.1 | 4.3 | 4.3 | 4.3 |
| Inflation | -7.9 | 9.0 | 3.1 | 2.7 | 3.4 | 3.0 |
| Solde primaire | -2.3 | -0.5 | 1.2 | 2.2 | 2.3 | 2.3 |
| Taux d'intérêt effectif | 4.7 | 5.1 | 4.8 | 4.9 | 5.1 | 5.3 |

Source : services du FMI.

Appendice I. Lettre d'Intention

Le 23 juillet 2020

Madame Kristalina Georgieva
Directrice Générale
Fonds Monétaire International
Washington, D.C., 20431
Etats-Unis d'Amérique

Objet : Lettre d'Intention sur les Politiques Economiques et Financières

Madame la Directrice Générale :

1. Nous tenons à réaffirmer notre appréciation pour la réponse rapide du Fonds à notre première demande de financement d'urgence au titre de l'Instrument de Financement Rapide (IFR) qui a été approuvé le 9 avril 2020, par le Conseil d'administration du FMI. Comme indiqué dans notre récente lettre d'intention (LDI), datée du 3 avril 2020, jointe à notre demande d'IFR susmentionnée, le Gabon continue de faire face à un besoin urgent de financement de balance des paiements (BDP) résultant de la pandémie de COVID-19 et de l'effondrement des cours internationaux du pétrole.
2. Depuis l'approbation de notre demande d'achat au titre de l'IFR le 9 avril 2020, les perspectives économiques du Gabon se sont détériorées. Les indicateurs préliminaires suggèrent que tous les secteurs de notre économie ont été touchés par la pandémie et les mesures préventives nécessaires (y compris le confinement et la fermeture des frontières), conduisant à une révision à la baisse de notre prévision de la croissance du PIB 2020 de -0,4 % à -2,7 %. La balance des paiements sera affectée notamment par l'effondrement des exportations et des entrées de capitaux. Ceci, combiné à des informations actualisées sur les pertes de revenus et les coûts de dépenses associés à nos plans de riposte sanitaire et économique, a conduit à un besoin urgent de financement additionnel de balance des paiements et à un déficit de financement budgétaire autour de 215 milliards FCFA (après avoir pris en compte l'achat au titre de l'IFR du 9 avril).
3. Dans ce contexte et compte tenu de notre besoin urgent de balance des paiements, le gouvernement du Gabon voudrait recourir à nouveau à un achat additionnel au titre de l'IFR pour éviter une perturbation économique immédiate et grave. L'aide serait d'un montant équivalent à 108 millions de DTS (environ 148,8 millions de dollars), ce qui correspond à 50 % de la quote-part du Gabon.

4. Cet appui financier du FMI contribuerait à répondre à nos besoins en matière de balance des paiements et ainsi atténuer la pression sur notre situation budgétaire tout en offrant les moyens financiers nécessaires pour lutter contre la propagation du virus et répondre aux besoins de la population. Notre Parlement a adopté une loi de finances rectificative qui redéfinit les priorités pour l'année 2020. Le budget révisé met à jour les hypothèses de prix et de production internationaux du pétrole et tient compte de l'impact du COVID-19, y compris des allègements fiscaux pour les ménages et les entreprises touchés ainsi qu'une augmentation des dépenses sociales et de santé. Nous avons également mené des discussions approfondies et coordonnées avec nos autres partenaires au développement, notamment la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD) et l'Agence française de développement (AFD), concernant un soutien financier supplémentaire pour combler le déficit de financement restant. La BAD a déjà approuvé le 24 juin 2020, un montant de 100,5 millions d'euros d'appui budgétaire et la Banque mondiale et l'AFD ont approuvé un projet combiné relatif à COVID-19 qui apportera 5 millions de dollars américains de ressources supplémentaires pour lutter contre l'épidémie.

5. Nous restons fermement engagés à mettre en œuvre les politiques économiques et sanitaires décrites dans notre lettre d'intention datée du 3 avril 2020, notamment le maintien de la stabilité macroéconomique, le renforcement de la compétitivité et de la croissance ainsi que la réduction de la pauvreté. Une discipline budgétaire stricte reste notre priorité, même en temps de crise, et si nécessaire, nous mettrions en œuvre des mesures supplémentaires concernant la mobilisation des recettes et la maîtrise des dépenses pour assurer la viabilité budgétaire, éviter la création de nouveaux arriérés et ramener le ratio de la dette publique au PIB à la baisse d'ici 2022. En outre, dans le cadre de la riposte aux effets négatifs de la Covid-19 sur l'économie gabonaise, nous avons mis en œuvre des actions en faveur des ménages touchés par la pandémie et encadrées par un corpus juridique et réglementaire constitués de décrets et d'arrêtés. Elles concernent notamment un programme de distribution des produits alimentaires, un soutien aux paiements des factures d'eau et d'électricité, un accompagnement fiscal des entreprises ainsi que la création d'un fonds de solidarité. Nous avons également élaboré un plan de relance économique complet pour la sortie de crise.

6. Comme indiqué dans notre lettre du 3 avril 2020, nous demeurons engagés à une utilisation efficace et transparente des fonds publics y compris les fonds de l'IFR. A cet effet, un rapport est en cours d'élaboration. Nous nous engageons à fournir un mécanisme de rapport distinct pour les dépenses COVID-19 et de tous les fonds reçus pour lutter contre la pandémie, afin d'assurer une comptabilité transparente. Cet engagement comprend la publication en ligne de tous les contrats de marchés publics y relatifs conformément au code des marchés publics en vigueur, accompagnés des informations sur les bénéficiaires de ces contrats dans les trente jours suivant chaque attribution de marché, et la publication en ligne des rapports sur l'exécution de ces marchés publics. De plus, nous confierons à un cabinet réputé, la réalisation d'un audit indépendant de toutes les dépenses publiques et des appels d'offres liés à la pandémie, qui sera finalisé avec le soutien de la Cour des comptes, dont l'indépendance est inscrite dans la Constitution et notre loi organique relative aux finances publiques [n° 020/2014, 21 mai 2015]. Nous publierons les résultats en ligne dans les neuf mois suivant la fin de chaque exercice concerné. Les rapports d'exécution du budget continueront

d'être publiés tous les trimestres, avec des informations spécifiques sur les dépenses liées à la pandémie. Nous avons aussi l'intention de continuer à respecter les meilleures pratiques de gestion budgétaire mises en place avec le soutien de l'assistance technique du FMI. Nous continuerons également de renforcer notre capacité à identifier et à atténuer les risques budgétaires, y compris ceux émanant des entreprises publiques.

7. Nous apprécions notre coopération avec le FMI et réitérons notre intention à ne pas introduire ou intensifier les restrictions de change et de commerce et autres mesures qui exacerberaient les difficultés de balance des paiements. Le gouvernement gabonais continuera de maintenir un dialogue constructif avec le FMI. Le 18 juin 2020, l'arrangement élargi pour le Gabon, approuvé le 18 juin 2017, a expiré. Cependant, nous nous engageons à demander très prochainement un nouveau programme pour aider à préserver la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette et à réaliser une croissance plus élevée et plus inclusive.

8. Nous continuerons à fournir aux services du Fonds toutes les données et informations nécessaires à l'évaluation de nos politiques, y compris celles établies en dehors du Compte Unique du Trésor comme le Fonds Spécial de Lutte contre le COVID-19 situé à la Caisse des Dépôts et Consignation (Fonds de dépôt et de consignation). Le gouvernement autorise le FMI à publier la présente lettre et le prochain rapport des services du FMI pour la demande de l'accord IFR.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice Générale, l'expression de ma haute considération,

/s/

Monsieur Jean-Marie Ogandaga

Ministre de l'Économie, des Finances et des Solidarités Nationales



GABON

DEMANDE D'ACHAT AU TITRE DE L'INSTRUMENT DE FINANCEMENT RAPIDE—INFORMATION SUPPLEMENTAIRE

30 juillet 2020

Approuvé par
Vitaly Kramarenko
(département Afrique)
et **Wes McGrew**
(département de la
stratégie, des politiques
et de l'évaluation)

Préparé par le département Afrique en consultation avec le département juridique et le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation

1. **Ce supplément fait le point sur les arriérés extérieurs du Gabon depuis la publication du rapport des services du FMI sur la demande d'achat au titre de l'Instrument de Fncement Rapide.**
2. **Depuis la publication du rapport des services du FMI, les services du FMI ont reçu de nouvelles informations concernant les arriérés extérieurs du Gabon.** En particulier, les services du FMI ont appris qu'en raison d'un problème technique, le Gabon avait récemment contracté des arriérés bilatéraux officiels envers le Canada d'un montant de 124 056 dollars américains. Les autorités gabonaises ont émis des instructions de paiement pour ce montant. Comme ce paiement n'a pas été reçu par le Canada, le Gabon a actuellement des arriérés extérieurs envers le Canada. En vertu de la politique d'arriérés du Fonds, le Conseil peut procéder à l'approbation de la demande d'achat du Gabon au titre de l'IFR dans la mesure où le Canada ne s'oppose pas à l'octroi du financement du FMI malgré les arriérés. Les services du FMI ont reçu des assurances de non-objection de l'administrateur représentant le Canada. L'évaluation des services du FMI reste inchangée.

**Déclaration de M. Mohamed-Lemine Raghani, Administrateur au FMI pour le Gabon
et de son Conseiller Principal, M. Thierry Nguema-Affane**

31 juillet 2020

M. Raghani et M. Nguema-Affane ont fait la déclaration suivante :

Les autorités gabonaises, que nous représentons, souhaitent remercier le conseil d'administration, la direction et les services du FMI du soutien apporté au Gabon pendant cette période difficile due à la pandémie de COVID-19. L'aide d'urgence fournie en avril, en riposte à la maladie, au titre du l'instrument de financement rapide (IFR), a été essentielle pour faire face aux coûts d'atténuation de la maladie et contribuer à mobiliser des financements extérieurs supplémentaires permettant de couvrir les besoins de financement de la balance des paiements et du budget. Depuis, les perspectives économiques du Gabon se sont dégradées et les besoins de financement se sont accrus. Dans ces conditions, les autorités sollicitent un achat supplémentaire au titre de l'IFR d'un montant équivalent à 108 millions de DTS (50 % de la quote-part du Gabon) pour en couvrir une partie.

Répercussions de la COVID-19

Depuis l'approbation de la première demande d'aide d'urgence, en avril 2020, le nombre de nouvelles infections a sensiblement augmenté. Au 26 juillet, on comptait environ 7 000 cas confirmés de COVID-19 et 49 décès, avec une forte concentration à Libreville, la capitale. Néanmoins, la situation épidémiologique évoluant favorablement, les mesures d'endiguement sont progressivement assouplies. Le confinement a été levé, l'état d'urgence abrogé et certaines restrictions aux voyages assouplies. Les premières informations montrent que la pandémie et les mesures prises pour l'endiguer ont eu une forte incidence sur l'économie au premier semestre. Les exportations de produits de base ont chuté du fait du recul de la demande extérieure et l'activité dans le secteur non pétrolier a diminué en raison des restrictions aux déplacements et aux rassemblements. La situation budgétaire s'est dégradée sous le poids des pertes de recettes et des dépenses destinées à atténuer les répercussions économiques de la pandémie.

Perspectives

Les perspectives à court terme du Gabon se sont assombries. Le respect de l'accord OPEP conclu en avril 2020 (production nationale de pétrole en baisse de 21 %) et la détérioration des perspectives de l'économie mondiale auront un effet délétère sur les exportations, les entrées de capitaux et les recettes budgétaires, sur fond de hausse des coûts d'atténuation et de durcissement des conditions financières à l'échelle mondiale.

C'est pourquoi les autorités prévoient une plus forte contraction de l'économie (-2,7 % contre une projection de -0,4 % en avril 2020) ainsi qu'un besoin de financement extérieur urgent et un déficit budgétaire de l'ordre de 215 milliards de FCFA (après prise en compte du premier achat au titre de l'IFR). L'aide financière sollicitée auprès du FMI permettrait de couvrir en partie les besoins de financement supplémentaires. Ces besoins, extérieurs et budgétaires, pourraient augmenter en cas de prolongement de la pandémie de COVID-19.

Riposte à la pandémie

Les autorités mettent en œuvre des mesures sanitaires et économiques pour faire face à la pandémie et limiter ses effets sur l'économie, comme elles s'y sont engagées dans leur lettre d'intention d'avril 2020. La capacité de réaction du système de santé a été renforcée, notamment en créant un nouveau laboratoire de dépistage. L'aide aux ménages touchés par la pandémie a pris la forme d'un programme de distribution alimentaire, d'une contribution au paiement des factures d'électricité et des loyers, de différents reports d'impôts et d'autres mesures d'allègement fiscal ainsi que de la création d'un fonds de solidarité. Les autorités ont également élaboré un plan de relance économique complet et mis en place un fonds consacré au redressement économique afin d'aider les entreprises touchées par la pandémie. La banque centrale régionale (BEAC) et l'organisme régional de contrôle bancaire (COBAC) ont renforcé aussi leur appui à la région de la CEMAC, notamment en assouplissant les critères de refinancement auprès de la BEAC et en adoptant des mesures restrictives en matière de distribution des dividendes.

Pour l'avenir, les priorités restent la préservation de la santé des Gabonais et l'atténuation des répercussions de la pandémie sur les entreprises et les personnes les plus vulnérables. Le parlement a adopté une loi de finances rectificative pour 2020 qui prévoit une politique budgétaire plus accommodante pour réaliser ces priorités et qui actualise le cadre macroéconomique. Le redéploiement des ressources vers les dépenses de santé et les dépenses sociales a réduit l'espace budgétaire disponible pour les dépenses d'investissement, qui ont été revues à la baisse. En 2020, le déficit budgétaire hors pétrole se creusera pour atteindre 9 % du PIB non pétrolier, contre 5,7 % au moment du premier achat au titre de l'IFR. Une stricte discipline budgétaire sera appliquée et d'autres mesures seront mises en œuvre pour assurer la viabilité des finances publiques et de la dette si les recettes budgétaires et les financements sont inférieurs aux attentes.

Transparence dans l'utilisation des ressources

Les autorités restent déterminées à employer de façon transparente tous les fonds d'urgence reçus afin de riposter à la pandémie, y compris les achats au titre de l'IFR. La transparence sera garantie par un mécanisme de communication distinct pour les dépenses relatives à la COVID-19 ainsi que par la publication de tous les contrats de

marchés publics, des noms de leurs bénéficiaires et des informations ultérieures sur leur exécution. Des audits de toutes les dépenses et des appels d'offres en rapport avec la pandémie seront effectués par un cabinet réputé et les rapports seront publiés en temps utile. Les rapports trimestriels d'exécution du budget se poursuivront et fourniront des informations spécifiques sur les dépenses ayant trait à la pandémie.

Action à moyen terme

Un nouveau gouvernement, dirigé pour la première fois de l'histoire du Gabon par une femme, a été formé le 16 juillet 2020. Il a réaffirmé l'engagement officiel de maintenir la stabilité macroéconomique et de soutenir la stabilité extérieure régionale à moyen terme. Les autorités ont continué à mettre en œuvre les critères structurels de l'accord au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) et ont notamment achevé l'audit des arriérés de paiement intérieurs, réalisé par un commissaire aux comptes, qui a eu pour effet de réviser à la hausse le montant de la dette publique à la fin de 2019, le faisant passer de 58,8 % à 62,4 % du PIB. En outre, les contrats pétroliers et miniers ont été transmis à la BEAC, comme l'exige la nouvelle réglementation des changes.

Lorsque la crise s'atténuera, les autorités ont l'intention de supprimer les mesures d'urgence temporaires et de procéder à un assainissement budgétaire favorable à la croissance, conformément à leur plan de redressement de l'économie. Elles continueront de renforcer la surveillance des entreprises publiques et la gestion de la dette de l'État pour contenir les risques budgétaires et préserver la viabilité de l'endettement. Les autorités poursuivront les réformes structurelles visant à améliorer la gestion des finances publiques, faire progresser la compétitivité et réaliser une croissance plus élevée et plus inclusive. Elles réaffirment aussi leur intérêt à l'égard d'un nouvel accord, après l'expiration de celui conclu en juin au titre du MEDC, en vue d'appuyer leur nouveau programme économique et financier à moyen terme qui est en cours d'élaboration.

Conclusion

Les autorités gabonaises sollicitent un deuxième achat au titre de l'IFR face à la hausse des besoins croissants de financement extérieur et budgétaire qui résulte des effets prolongés de la pandémie sur le pays. Elles sont déterminées à veiller à ce que les ressources d'urgence soient employées comme prévu. La dette publique reste viable et la capacité à rembourser le FMI appropriée. Les autorités seront reconnaissantes aux administrateurs d'accueillir favorablement leur demande.